

BULLETIN INTERIEUR

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la 4 Internationale)

N° 32

NUMÉRO SPÉCIAL

Prix : 10 Francs

L'U.R.S.S. ET LE STALINISME

par Laurent SCHWARTZ

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE

LA SITUATION INTERIEURE DE L'U.R.S.S.

Chapitre I. — Structure économique.

- § 1. Caractères négatifs.
- § 2. Caractères positifs.
- § 3. Conclusion.

Chapitre II. — Structure sociale et politique.

- § 1. Destinées de l'ancienne bourgeoisie.
- § 2. Raisons politiques de l'apparition de la bureaucratie.
- § 3. Double caractère de l'Etat bureaucratique.
 - a) Défense de l'économie ; b) oppression des masses.
- § 4. Caractère bonapartiste de la bureaucratie.
- § 5. Problème de la stabilité de la bureaucratie.
 - a) Facteurs d'instabilité ; b) Facteurs de stabilité.

Chapitre III. — Perspectives.

- § 1. Evolutions possibles.
 - a) Evolutions rétrogrades ; b) Evolutions progressives.
- § 2. Application au problème de la défense de l'U. R. S. S.
 - a) Arguments ; b) Défense immédiate ; c) Défense historique.

DEUXIEME PARTIE

LE ROLE DE L'U. R. S. S. DANS LE MONDE

Chapitre I. — Le double caractère de la politique extérieure soviétique.

- § 1. Antagonisme de l'U. R. S. S. et des Etats capitalistes.
 - a) Les causes ; b) Les positions actuelles.
- § 2. Hostilité de la bureaucratie à la révolution mondiale et politique des partis communistes.

Chapitre II. — L'expansionnisme soviétique et les impérialismes.

- § 1. Causes de l'expansionnisme soviétique.

a) Nécessités stratégiques et diplomatiques ; b) Nécessités économiques (examen de la position de D. Logan).

- § 2. L'U.R.S.S. et les impérialismes depuis la fin de la guerre.
- § 3. Préparation de la troisième guerre mondiale.
- § 4. Notre point de vue.

CHAPITRE III. — Politique soviétique en Europe orientale.

- § 1. Importance de l'évolution de l'Europe orientale.
- § 2. Principaux caractères de l'évolution de l'Europe orientale.
 - a) L'influence politique de l'U. R. S. S. et les partis communistes ; b) Le problème des nationalités ; c) La réforme agraire ; d) L'influence économique de l'U. R. S. S. ; e) Les nationalisations.
- § 3. Conclusions. Examen du point de vue de Leblanc.

CHAPITRE IV

CE QUE REPRESENTE L'U. R. S. S. AUX YEUX DES TRAVAILLEURS

- § 1. Généralités.
- § 2. Le cas de la France : notre politique vis à vis du P. C. F.
 - a) Considérations politiques — examen du point de vue de R. Guérin ;
 - b) Considérations psychologiques (critique de l'antistalinisme) ;
 - c) Notre propagande au sujet de l'U. R. S. S.

CONCLUSION

LE PROBLEME DE LA DEFENSE DE L'U. R. S. S.

- § 1. Position de principe.
- § 2. Conditions d'applications.
- § 3. Notre attitude vis-à-vis de l'occupation de l'Europe orientale par l'armée rouge.

LA SITUATION INTERIEURE DE L'U. R. S. S.

CHAPITRE I

LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE

LA STRUCTURE ECONOMIQUE —

Le caractère fondamental de l'économie est le suivant : c'est une économie planifiée sur la base d'un bas niveau des forces productrices. Exposons rapidement (d'après la « Révolution trahie » et la « Planification soviétique »), les caractères auxquels cela correspond.

I. - CARACTÈRES POSITIFS

Nous allons voir que, historiquement, ils sont les conséquences de la Révolution d'Octobre. Celle-ci, à la faveur de circonstances objectives et subjectives favorables, a renversé en Russie le régime capitaliste ; elle a détruit le pouvoir politique de la bourgeoisie : celle-ci n'est pas revenue en scène depuis vingt-neuf ans (une génération) malgré toutes les difficultés qu'a traversées le pays.

Le pouvoir économique de la bourgeoisie ne tomba pas évidemment d'un coup, le 25 octobre, mais il cessa d'être soutenu par le pouvoir politique et, tout de suite, les nouveaux dirigeants eurent à « diriger », dans une grande mesure, l'économie. Il importe de rappeler les principales étapes :

a) Essai d'instaurer un capitalisme d'Etat sous le contrôle des ouvriers (nationalisations des banques, de la publicité, du sol) ;

b) Avec la guerre civile, « communisme de guerre (nationalisations complètes, gestion ouvrière, interdiction du commerce, réquisition) ;

c) En 1921, la N.E.P., nouvelle politique économique, qui dut rétablir la liberté du commerce, la circulation monétaire, la petite et moyenne industrie privée ;

d) A partir de 1928, collectivisation de plus en plus poussée et établissement de grands plans quinquennaux qui non seulement orientent mais organisent la production et la répartition. Notons que cette importante étape a été réalisée — avec retard et brutalité — mais avec efficacité, par la bureaucratie déjà affermie.

Mais il est évident qu'elle n'a pu le faire qu'à la faveur du rapport de forces établi par la Révolution d'Octobre.

Actuellement, l'économie soviétique possède les caractères suivants :

Collectivisation des richesses naturelles et moyens de production

Il y aurait lieu d'analyser les caractères de cette collectivisation, mais son importance ne fait aucune doute. Bet-

telheim cite les chiffres suivants : en 1936, le poids spécifique de l'économie socialiste :

au point de vue du revenu total, est de 99,1 p. 100 ;

Dans la production brute de l'agriculture, de 97,7 p. 100 ;

La production collective des kolkhozes y étant comprise bien que ces entreprises ne soient pas purement socialistes, mais plutôt coopératives ;

95,3 p. 100 des emblavures sont cultivées collectivement dans les kolkhozes ou sovkhozes.

L'Etat possède le monopole du commerce extérieur

Grâce à ces caractères fondamentaux il a été réalisé une planification de la production, de la répartition, des échanges avec l'étranger. Il n'y a pas un acte de la vie économique qui ne doive être prévu, exécuté, contrôlé sous l'égide de la commission des plans.

Les avantages de la planification ne sont plus à démontrer théoriquement. Pratiquement, ils se sont traduits par une croissance des forces productives qui eût été impossible autrement. (En particulier l'U.R.S.S. n'a pas participé à la crise mondiale de 1929.) On sait que les indices de croissance les plus frappants sont relatifs à l'industrie : la production de houille est passée, entre 1928 et 1936, de 35 à 136 millions de tonnes, contre 29 en 1913 — et singulièrement à l'industrie des moyens de production : la puissance de l'ensemble des tracteurs construits en 1936 est de 171 millions de kilowatts contre 1,3 en 1928. En ce qui concerne les transports, le mouvement des marchandises (en milliards de tonnes-kilomètres) est passé de 93 à 322. C'est dans l'agriculture qu'il y a eu stagnation relative pendant la même période — ceci à cause du bouleversement technique apporté par la collectivisation et de la répartition inégale des efforts prévus par les plans. Mais les années suivantes montrent la production agricole en progression et obéissant de mieux en mieux aux plans.

Les résultats techniques de cette économie éclatèrent aux yeux du monde pendant la guerre. Aujourd'hui elle permet à l'U.R.S.S. de se relever relativement mieux qu'un autre pays, de n'être pas entravée par des difficultés financières, mais seulement par d'inévitables difficultés matérielles dues à l'immensité des destructions et par des difficultés politiques sur lesquelles nous reviendrons. Malgré ces difficultés, l'U.

R.S.S. est, à l'heure actuelle, une des premières puissances économiques du monde. Seuls les U.S.A. la dépassent incontestablement.

II. - CARACTÈRES NÉGATIFS

Trotsky les a lumineusement analysés dans la « Révolution trahie ».

Il a montré leur origine historique dans l'échec de la révolution européenne après la première guerre mondiale et dans la conséquence qu'en fut l'isolement politique et économique de l'Union soviétique. Or la Russie était économiquement arriérée et il n'était pas question d'y réaliser ce que Marx avait défini comme socialisme au stade inférieur de la société communiste. On sait qu'à ce stade la production n'est pas assez élevée pour satisfaire les besoins des travailleurs — pas encore inconditionnellement, mais dans une mesure suffisante pour qu'il n'y ait pas oppression de la majorité, que la pression de l'Etat puisse diminuer et celui-ci commencer à « dépérir », selon la formule consacrée. On a dit justement qu'on ne socialise pas (au vrai sens du terme) la misère : comme il y avait production insuffisante en Russie, il y fut nécessaire d'imposer, à l'aide d'un appareil d'Etat, des mesures de contrainte très générales. Il était nécessaire, pour assurer la marche et le progrès de l'économie, de placer certaines industries dans des conditions privilégiées ; mais ce qui intervint surtout, ce fut un processus de différenciation des couches sociales, processus fatal lorsqu'il y a lutte pour la vie. Ceux qui disposaient d'un pouvoir quelconque, en particulier les cadres, profitèrent surtout, à la faveur de la N.E.P., pour s'assurer le maximum de stabilité et d'avantages personnels. Ainsi naquit la bureaucratie, dont nous analyserons plus loin les caractères politiques et la destinée. Nous voyons déjà que son existence est une conséquence directe du bas niveau des forces productives et de son corollaire, le bas niveau de la culture et du rendement.

A son tour, la bureaucratie réagit sur les forces productives. Nous avons vu qu'elle a été capable de les faire considérablement — et brutalement — progresser. Elle l'est encore dans une certaine mesure — cela se manifeste par le rythme actuel de la reconstruction. Mais en même temps elle leur impose une limitation par des méthodes d'action que nous verrons plus loin. Une raison profonde en est justement que son existence est liée à ce bas niveau. Non seulement il fut cause de sa formation, mais encore s'il faisait place à un

niveau plus élevé, la situation de la bureaucratie se trouverait ébranlée par l'amélioration du niveau culturel et politique, par le regain fatal de démocratie que cela entraînerait dans les masses. On a pu observer le début d'un processus de ce genre dans les années 1935-1936. A une légère amélioration du niveau de vie, et plus encore à la stabilité du système social-collectiviste correspondit une certaine recrudescence de vie politique dans les masses, qui risquait de cristalliser les mécontentements dans une voie révolutionnaire. Une raison d'être des procès de Moscou et de la persécution générale des vieux bolcheviks fut la nécessité d'anéantir cette opposition naissante.

Par ces remarques, nous essayons de préciser les rapports entre le niveau de vie et la bureaucratie, mais nous ne prétendons pas indiquer un danger actuel, ni même proche, pour cette dernière ; parce que ses méthodes particulières lui permettent d'empêcher longtemps toute démocratie de renaître, et surtout parce que les facteurs prédominants — armement, guerre et autres contre-coups du capitalisme — empêchent le niveau de vie de s'élever sérieusement en U.R.S.S. — bien au contraire.

Le bas niveau de vie n'est pas voulu comme tel par la bureaucratie ; il est maintenu, d'une part, par la prédominance volontairement accordée aux industries d'équipement, pour des raisons d'ordre économique, politique, stratégique ; d'autre part, par les facteurs qui freinent le développement économique dans son ensemble. En particulier :

l'accaparement d'une forte proportion du revenu national et des biens produits par la bureaucratie ;

Les erreurs dans l'élaboration et l'exécution des plans : le gaspillage bureaucratique ; dans les campagnes, le développement inégal des kolkhozes ;

le faible niveau technique et le faible rendement, d'ailleurs liés inévitablement, dus à l'insuffisance du niveau de la vie et de la culture, et à la médiocre organisation du travail. Cela a été combattu et amélioré dans certains secteurs (la productivité annuelle d'un ouvrier de la fonte est passée de 253 tonnes à 740 tonnes de 1932 à 1937). Le mouvement stakhanoviste a donné des résultats très mélangés. Dans l'ensemble, la productivité du travail doit être encore basse. Un indice important, à ce point de vue comme à bien d'autres, est l'importance économique qu'a pu prendre le travail forcé dans les camps de concentration, où le régime de vie réduit considérablement le rendement. Même la guerre ne suffit pas à expliquer ce que le travail des forçats puisse concurrencer, ou même compléter sérieusement celui des ouvriers. Il serait important de posséder des documents sûrs et actuels, relatifs à ce problème. Mais le principal obstacle que la bureaucratie impose à l'augmentation des forces productives réside dans le fait qu'elle retarde la révolution européenne et mondiale qui seule, par une planification générale,

pourra faire sortir l'économie soviétique de l'ornière du soi-disant « socialisme dans un seul pays ».

III. - CONCLUSION

De l'examen de ces prémisses économiques, comme de la description de cette économie, il résulte — ce qui est tout à fait admis parmi nous — que l'économie de l'U.R.S.S. n'est pas socialiste. Trotsky a depuis longtemps fait justice des mensonges officiels à ce sujet et analysé leur fonction politique.

Cependant le système de planification soviétique possède une grande efficacité et résoud plusieurs des contradictions dans lesquelles se débat le capitalisme : ce n'est pas une économie capitaliste. Nous sommes en désaccord avec les notes de R. Guérin, où il dit que les crises en U.R.S.S. ne sont qu'évitées par l'extension des industries de guerre, comme cela peut arriver en pays capitaliste, mais que leur cause — insuffisante consommation des masses — subsiste. Il y a bien sous-consommation des masses, mais si le revenu national est investi dans le domaine des industries d'armement, si l'on développe l'exportation, c'est consciemment, pour des raisons économiques et politiques précises, et pas du tout parce que le système économique rend automatiquement impossible que les travailleurs profitent du fruit de leur travail. La planification permettrait justement l'absorption de la

production par le marché intérieur, car le profit (qui n'a pas disparu) y est collectivisé et maîtrisé — et il n'a plus le caractère anarchique du profit individuel des capitalistes.

Malgré les entraves de la bureaucratie, la planification soviétique est totalement différente du dirigisme économique des pays fascistes ou autres, qui conservent le capitalisme avec presque toutes ses contradictions. Le rapprochement entre hitlérisme et stalinisme nous semble aussi faux économiquement que juste au point de vue totalitarisme et bureaucratisation. Et pourtant la confusion entre économie collective planifiée et capitalisme « dirigé » domine la pensée de beaucoup de nos contemporains, en particulier de ceux qui s'imaginent — ou veulent s'imaginer — que le capitalisme peut être peu à peu dirigé, puis résorbé par des méthodes bureaucratiques et autoritaires. C'est ainsi que bien des staliniens voient maintenant la marche au socialisme en France où, malgré la guerre, le capitalisme n'a pas perdu de terrain ; a fortiori, en Tchécoslovaquie, où il en a perdu ; nous reviendrons sur ce néo-réformisme.

Par contre nous sommes conduits à attacher une importance primordiale (comme le fait Daniel Logan) aux facteurs sociaux et politiques qui freinent le développement de l'U.R.S.S. aussi inéluctablement que le ferait le mécanisme de l'économie capitaliste.

CHAPITRE II

STRUCTURE SOCIALE ET POLITIQUE

I. - DESTINÉES DE L'ANCIENNE BOURGEOISIE

La bourgeoisie fut éliminée politiquement par la révolution d'octobre. Sa puissance industrielle devint négligeable à partir de 1928. Sa puissance dans les campagnes fut jetée à terre à la même époque (dékoukisation).

Or la bourgeoisie russe était une classe peu nombreuse, peu cohérente. Les hautes sphères — en particulier l'aristocratie, la diplomatie, le haut clergé — disparurent de la scène en 1917, c'est-à-dire il y a vingt-neuf ans. Or en une génération, ces éléments déclassés émigrés se sont nécessairement modifiés, les traditions là où elles existent encore étant dégénérées. Ils peuvent se rallier à un régime social en U.R.S.S., mais ils ne peuvent nullement en être des éléments moteurs et décisifs.

Quant aux industriels, techniciens, anciens fonctionnaires qui gardèrent plus longtemps des privilèges économiques, ils se sont déjà intégrés au nouveau régime ; il faut tenir compte de l'importance politique et sociale qu'a eue

cette intégration. Maintenant, ces éléments ne vont pas se détacher en bloc des nouvelles couches sociales, mais agir au sein de celles-ci en même temps que des éléments ayant un passé différent. Peut-être dans les campagnes le remaniement et le mélange ont-ils été moins définitifs, mais les bourgeois des campagnes — si l'on peut appeler ainsi les koulaks — ne se distinguaient pas des autres paysans par un meilleur niveau culturel et, isolés dans les campagnes, ils ne formaient pas une classe étanche. Quoi qu'il en soit, ceux qui sont restés après la dékoukisation font actuellement partie de la classe paysanne.

On voit par là qu'il n'y a pas de bourgeoisie russe dépossédée prête à revenir massivement en scène en tant que classe. Tous les éléments sociaux importants sont ceux qui forment actuellement les différentes couches de la société soviétique — c'est à partir de celle-ci que se différencieraient les couches sociales de l'avenir. Les couches actuelles, même si elles comprennent des éléments ou des descendants de l'ancienne minorité bourgeoise, proviennent essentiellement des autres classes, petite bourgeoisie, paysanne et ouvrière — cette dernière ayant eu au début un rôle décisif.

2. - RAISONS POLITIQUES DE L'APPARITION DE LA BUREAUCRATIE

Le trait social le plus caractéristique fut la différenciation d'une couche sociale qui s'est élevée constamment au-dessus des autres. Nous avons vu déjà les causes économiques qui expliquent son existence. Les causes sociales et psychologiques sont également analysées dans la *Révolution trahie* : épuisement du prolétariat en individualités et en énergies après les années tendues de la révolution et de la guerre civile, déception provoquée par l'absence d'aide révolutionnaire de l'étranger. Un besoin général de stabilité isole les bolcheviks, qui ne voient de salut que dans une extension de la révolution. D'autre part, à côté d'un prolétariat « démobilité », au sens propre et figuré, la N.E.P. redonne de l'importance aux éléments petits-bourgeois. La construction du socialisme dans un seul pays est acceptée par ceux qui veulent se faire à eux-mêmes une vie meilleure. Mais pour ce faire on ne peut pas accepter la loi commune, il faut s'accrocher à ses privilèges, les étendre, s'élever au-dessus de la masse.

Ne pouvant s'attaquer directement aux causes économiques de la bureaucratization, Lenine et Trotsky préconisent des mesures politiques espérant retarder le processus jusqu'à la victoire du prolétariat étranger. A leurs yeux, le contre-poison devait venir d'une autre tenue du parti, du maintien de sa démocratie interne, qui aurait préservé la classe ouvrière de l'action dissolvante des privilèges. Or le parti lui-même, et pour les mêmes raisons, subit cette action dissolvante ; cela se manifeste par l'établissement comme responsables à tous les échelons, non pas des éléments les plus éprouvés, mais de ceux qui avaient le plus d'inertie, qui ne demandaient trop de sacrifices ni à eux-mêmes ni aux autres, qui étaient, pour tout dire, déjà bureaucrates. Ces éléments se soutinrent les uns les autres et surent maintenir comme secrétaire général du parti celui des leurs qui était en même temps un bolchevik de la vieille garde : Staline. Ils portèrent un coup mortel au parti après la mort de Lenine, en ouvrant massivement ses rangs à de nouveaux éléments. « Il s'agissait, explique Trotsky, de résorber l'avant-garde révolutionnaire dans un matériel humain dépourvu d'expérience et de personnalité, et accoutumé en revanche à obéir aux chefs. »

La bureaucratie se développe donc en importance et en corruption. Trotsky évalue, en 1936, à 12 ou 15 % de la population l'ensemble des couches privilégiées. Quant à l'inégalité des salaires, qui est un important symptôme de différenciation, on sait qu'elle est plus accentuée que dans les pays capitalistes. La grande masse des ouvriers vit dans des conditions dont ne se contenteraient pas les ouvriers des pays capitalistes.

3. - DOUBLE CARACTÈRE DE L'ÉTAT BUREAUCRATIQUE

Nous avons vu que la bureaucratie s'est formée avec les cadres nécessaires à la gestion de l'économie, gestion qui, vu le bas niveau des forces productives, entraînait l'accaparement et la formation d'une couche privilégiée, aux mains de laquelle se trouve le pouvoir d'Etat. De là résulte le double caractère de cet état :

a) D'une part il vit de la gestion de l'économie collectivisée ; il doit la défendre ; par cette gestion et par cette défense, il sert les intérêts historiques du prolétariat mondial. Pour cela, il employa des méthodes policières contre le reste des anciennes classes (dékoulakisation), mais son arme principale et progressive, c'est la réalisation des grands plans quinquennaux qui ont assés cette économie sur des bases fermes, lui ont donné le poids que possède tout régime qui a longtemps fonctionné et lui ont conquis la confiance du peuple. On doit aussi compter dans la défense de l'économie la défense même de l'Union soviétique contre l'impérialisme, défense qui est conduite par la bureaucratie par des méthodes sur lesquelles nous reviendrons.

b) D'autre part, il doit maintenir les privilèges de la minorité bureaucratique et opprimer, par conséquent, la majorité. Les classes capitalistes, elles, détiennent des capitaux qui leur donnent automatiquement une suprématie économique et héréditaire. La bureaucratie ne possède pas ce privilège économique, mais tous les autres moyens par lesquels la bourgeoisie se maintient en tant que classe, elle les possède depuis quelques années. Les lois sur l'héritage permettent la transmission de tous les moyens, donc de toutes les habitudes de confort. Ce qui est plus important encore, les récentes lois sur la non-gratuité des études supérieures vont donner à la bureaucratie le quasi-monopole, et de la culture et de la technique. A la suite du décret du 2 octobre 1940, six cent mille étudiants de parents pauvres, qui ne purent pas payer, durent quitter les écoles. Ces mesures fondamentales diminueront la concurrence au profit des enfants des bureaucrates, permettront à tous leurs appuis de jouer pleinement en leur faveur et donneront à la bureaucratie le privilège et le prestige de la culture.

Corrélativement, les possibilités culturelles du reste de la population sont limitées. Il ne faut pas oublier l'essor énorme que le régime des Soviets et la bureaucratie elle-même ont donné à l'instruction des masses : essor admirable, intimement lié au caractère progressif de la révolution d'octobre et du nouveau régime économique. Néanmoins le développement culturel est actuellement freiné par les moyens classiques : la religion, le culte de la famille et le rabaissement de la femme, les lois contre l'avortement, sans compter une pro-

pagande politique de plus en plus grossière et abrutissante, et la prostration que provoque l'atmosphère de flagorneurie, de suspicion et de délation, et surtout la suppression de toute l'idéologie communiste au profit du chauvinisme le plus grossier. Les choses sont arrivées à un tel point que le pacte germano-soviétique et son cortège de déclarations scandaleuses ont pu passer sans que se manifeste d'opposition sérieuse. Parallèlement à l'essor de la bureaucratie, la *démocratie disparut de la vie politique*. Le parti, les Soviets, les syndicats, tous bureaucratés, cessèrent de jouer leur rôle. Le régime politique devint totalitaire et policier.

Les méthodes policières n'ont pas le rôle secondaire qu'elles eurent par exemple dans les démocraties bourgeoises au dix-neuvième siècle. Plus encore que du temps des tsars, elles constituent un des principaux modes d'action du gouvernement. La comédie tragique des procès de Moscou a été analysée aux points de vue politique et psychologique. L'activité anonyme de la police est encore bien plus importante. Enfin, les bagnes prennent une extension terrible. Il faudrait vérifier les données effarantes de Daniel Logan, qui chiffrent entre 10 et 15 millions le nombre des forçats. Des études de Rousset sur les camps hitlériens, il résulte que tous les camps comportent des lois propres, qui, automatiquement, en font des enfers où tous les êtres dégénèrent. Notons que Rousset les présente comme la caricature tragique des sociétés, en particulier des sociétés modernes bureaucratées. Les bourgeois identifient volontiers les régimes de Staline et de Hitler. Au point de vue économique c'est, nous l'avons vu, complètement faux. Au point de vue policier, et ce point de vue a de l'importance, c'est juste ; on retrouve dans les deux cas la haute technique moderne de l'exploitation matérielle et morale de l'homme.

4. - CARACTÈRE BONAPARTISTE DE LA BUREAUCRATIE

Dès sa formation, le gouvernement de cette bureaucratie a joué un grand rôle sur les contradictions du régime, lesquelles, à l'intérieur des frontières, étaient principalement le déséquilibre chronique entre villes et campagnes, la coexistence des forces vives révolutionnaires qui subsistaient dans le prolétariat, l'inertie du plus grand nombre et l'hostilité des anciens possédants, qui n'étaient pas encore intégrés dans les autres classes. Il apparut ainsi comme arbitre avec le caractère d'un bonapartisme : Staline, un des artisans de la révolution d'octobre, s'éleva au-dessus des classes libérées par cette révolution pour les mater.

Aujourd'hui la bourgeoisie intérieure ne joue plus un rôle appréciable : ce qui s'oppose au prolétariat soviétique, c'est avant tout la bourgeoisie mondiale — et ce sont ces deux forces que la bureau-

cratie essaie de maintenir en respect. Napoléon III a aussi, pendant son règne, maintenu en respect, d'un côté la bourgeoisie, qui n'avait pas encore acquis toute sa puissance, et de l'autre le prolétariat, qui menaçait de poursuivre la révolution. Mais il y a une différence capitale : Napoléon III arbitra au profit de la bourgeoisie, qui gardait les leviers économiques, et jugea plus prudent de lui laisser le pouvoir politique et militaire, tant qu'elle ne se sentirait pas assez forte ; mais elle se renforça peu à peu, le bonapartisme perdit son utilité, rétrécit sa base et finalement tomba pour laisser place à d'authentiques gouvernements parlementaires de la classe bourgeoise. La bureaucratie n'est naturellement en aucune façon fondée de pouvoir de la bourgeoisie, elle n'arbitre ni ne gouverne en sa faveur, elle ne lui laisse pas le pouvoir économique. Elle est au contraire apparue comme fondée de pouvoir du prolétariat : mais celui-ci lui a abandonné, non seulement le pouvoir politique et militaire, mais encore le pouvoir économique ; par suite, il s'est affaibli peu à peu, laissant la bureaucratie élargir ses bases, se rendre de plus en plus nécessaire et maintenant loin de pouvoir la renverser, il est obligé de lui confier plus que jamais la défense militaire du pays et la défense de l'économie collectivisée. Le bonapartisme stalinien ayant eu une destinée si différente de celle du bonapartisme-type dont nous avons parlé, il en résulte que les caractères de la bureaucratie stalinienne sont maintenant profondément différents de ceux des autres bonapartismes, en particulier au point de vue de la stabilité.

5. - PROBLÈME DE LA STABILITÉ BUREAUCRATIQUE

Nous avons vu que la raison d'être profonde de la bureaucratie soviétique réside dans le rôle économique et politique qu'elle joue dans différentes oppositions à l'intérieur de l'U.R.S.S. et dans le monde. Donc sa durée, sa stabilité sont liées à la durée de ces oppositions, en particulier à la durée de la période cataclysmique pendant laquelle le capitalisme, déchiré de contradictions, prolonge par tous les moyens son pouvoir contre le prolétariat encore incapable de le vaincre. En définitive, c'est le bas niveau de conscience politique du prolétariat mondial et soviétique, ajouté à l'affaiblissement et au désarroi de la bourgeoisie dans le monde, c'est-à-dire le pourrissement du capitalisme décadent, qui est le facteur essentiel de la stabilisation de la bureaucratie soviétique, stabilité qui, à son tour, abaisse le niveau de conscience prolétarien. Nous savons par ailleurs que la faiblesse de la IV^e Internationale et la faiblesse du prolétariat mondial sont intimement liées. C'est en raison du caractère transitoire à l'échelle historique que l'on reconnaît à cette période, que nous considérons la bureaucratie comme un

phénomène transitoire à l'échelle historique, et que nous ne proposerons pas d'appeler la bureaucratie une classe. C'est parce que cette même période s'avère longue que nous avons à constater une relative stabilité de la bureaucratie. Tous les autres facteurs de stabilité et d'instabilité seront les conséquences de celle-ci. Nous tâcherons de leur donner leur juste place dans le processus général de l'histoire.

b) Facteurs d'instabilité

La bureaucratie stalinienne n'a son analogue dans aucun grand pays étranger, et nous verrons dans la deuxième partie que, malgré les apparences, cela a peu de chances de changer — et cela la rend plus vulnérable.

Au sein même de la bureaucratie existent des tendances divergentes. Jusqu'à présent la bureaucratie stalinienne, après avoir réprimé toutes les tendances favorables, même de loin, à la démocratie prolétarienne, est actuellement capable de contenir l'aile droite qui cristallise les tendances au retour du capitalisme. Mais Staline, en la personne duquel culmine le caractère bonapartiste de la bureaucratie, peut disparaître, et surtout la tendance capitaliste qui existe en particulier au sein des kolkhozes est susceptible d'être à nouveau favorisée par les U.S.A., où bien des milieux espèrent encore la conquête pacifique ou semi-pacifique du marché russe, malgré l'échec de la politique de Yalta. Il semble que la situation de l'économie soviétique actuelle soit grave, que le soutien des capitaux américains soit plus ou moins indispensable, ce qui ne peut que renforcer l'instabilité bureaucratique et les tendances au retour du capitalisme.

c) Facteurs de stabilité

Une politique trop agressive de la part des impérialismes resserre au contraire les différentes couches sociales autour de la bureaucratie. C'est ce que fit en 1941 la politique brutale de l'impérialisme allemand : son terrible coup de boutoir avait profondément ébranlé la machine soviétique. Il y avait eu des redditions massives et un grand désarroi à l'intérieur, mais, contrairement à ce qu'il avait fait en France, Hitler ne chercha pas à utiliser les divisions, à encourager les éléments rétrogrades ; par le pillage des régions occupées, les destructions, les atrocités, il fit comprendre à toutes les couches sociales, jusques et y compris les Russes blancs émigrés, que la défaite signifiait la destruction sans espoir. La nécessité de la défense la plus énergique renforça la bureaucratie, et très singulièrement la bureaucratie militaire. Il ne faut pas négliger l'importance de tels facteurs ; ce sont eux qui ont forcé les Polonais, pourtant divisés et fascisants, à se défendre contre les armées hitlériennes ; ce sont eux qui, dans l'autre camp, ont prolongé le pouvoir d'Hitler, auquel se sont raccrochés les Allemands qui, sans l'attitude implacable des alliés, auraient capitulé.

Cette politique brutale de l'impéria-

lisme est un facteur purement externe et, dans une certaine mesure, accidentel. Mais si la bureaucratie a résisté à l'épreuve de la guerre, c'est aussi qu'elle avait considérablement gagné en stabilité interne, en particulier depuis 1936, année où Trotsky écrivit *la Révolution trahie*. Rappelons certains facteurs de cette stabilité :

a) Depuis vingt ans la bureaucratie a étendu et approfondi sa puissance économique, politique, militaire et policière. Le fascisme a montré à quel point la possession d'un appareil policier permet à une bureaucratie, quelle qu'elle soit, de prolonger sa propre existence ;

b) Elle a augmenté en nombre jusqu'à comprendre 10 à 15 % de la population en 1936 ;

c) Si le profit n'est toujours pas accumulé individuellement par chacun des membres, les lois leur permettent de transmettre leurs biens à leurs enfants ;

d) Et d'assurer à ceux-ci le quasi-monopole de l'instruction.

Ouvrons une parenthèse pour répondre à ceux qui trouvent que nous insistons encore trop sur la stabilité actuelle de la bureaucratie. Le fait indéniable que celle-ci a résisté à l'épreuve de la guerre, contrairement aux prévisions de la IV^e Internationale, n'est pas reconnu par tous ; certains arguent des grandes difficultés actuelles de Staline, du fait évident que la guerre a aggravé l'antagonisme fondamental entre l'U.R.S.S. et le monde capitaliste ; d'autres vont jusqu'à déclarer : « que le dernier rideau de la guerre impérialiste va se lever » (Hirt, le 18-8-45), que par conséquent le conflit actuel entre l'U.R.S.S. et les Anglo-Saxons fait partie de cette guerre. Comment pourrions-nous progresser théoriquement si nous déformons le sens courant d'une expression pour les besoins d'une argumentation. Comme si l'on ne pouvait pas à la fois insister sur les nombreux faits qui confirment et renforcent les anciennes positions de la IV^e Internationale et analyser en même temps ceux qui peuvent modifier nos conceptions sur certains points importants. Trotsky lui-même a montré qu'il était toujours prêt à mettre ses propres conceptions à l'école de l'histoire contemporaine.

Nous nous refusons d'assimiler systématiquement les perspectives immédiates aux perspectives historiques et de négliger des facteurs de stabilité qui déterminent dans une grande mesure notre action immédiate. Nous savons trop que si nous ne les reconnaissons pas à temps, et avec lucidité, nous sommes condamnés aux erreurs et à l'impuissance. C'est pour cela que nous avons été très étonnés de voir dans une résolution adoptée par la majorité de la Conférence internationale d'avril 1946 le terme de « clique bonapartiste stalinienne ». D'après tout ce que nous avons vu, l'épithète de clique n'a plus actuellement la moindre justification. Nous attachons d'autant plus d'importance à ce terme qu'il intervient dans le mot d'ordre de « renversement immédiat » que nous critiquerons plus loin.

LES PERSPECTIVES

I. - DIFFERENTES ÉVOLUTIONS POSSIBLES

Des caractères du stalinisme il résulte qu'un changement de gouvernement ne sera rien sans un changement de toute la couche dirigeante.

Les transformations sociales et économiques auxquelles correspondraient un rétablissement du capitalisme ou au contraire un retour à la dictature du prolétariat ont été l'objet dans la *Révolution Trahie* d'une étude qui est encore valable.

a) Evolutions rétrogrades

Le retour au capitalisme serait une vraie révolution sociale, changeant les rapports de propriétés — entraînant un cortège de famines et autres catastrophes. Toutefois il ne pourrait pas signifier le rétablissement d'une économie libérale bourgeoise, ce serait un retour à l'esclavage du capital dont la forme dépendrait de celle du capitalisme mondial. La structure totalitaire et planifiée serait détruite, mais des secteurs entiers pourraient passer en bloc sous la domination de trusts ou d'Etats étrangers.

Que le capitalisme revienne pacifiquement ou derrière des bombes, il ne se trouverait pas assez d'éléments prêts à remplacer les actuels bureaucrates et on devrait se servir de ceux-ci. Déjà comme nous l'avons vu, le capitalisme cherche à attirer dans son jeu une partie de ceux-ci ; on sait qu'il y a toute une aile droite comprenant en particulier des officiers supérieurs, qui se montreraient prêts à sacrifier des atouts essentiels de l'économie planifiée dans le compromis avec les impérialistes. Cette aile droite est actuellement contenue, mais elle s'appuie sur des forces de décomposition non négligeables, sur des éléments riches chez lesquels la fortune maintenant autorisée engendre le désir de s'en servir pour accroître revenus et puissance ; les échanges dus à la guerre et à l'occupation du glacis, ont appris à beaucoup de ces riches « l'avantage des placement capitalistes » ; à d'autres éléments ils ont montré qu'en bien des pays capitalistes le niveau de vie était supérieur à celui de l'U.R.S.S. sans qu'ils sachent toujours que le capitalisme actuel n'est pour rien dans cette supériorité. Dans les kolkhoses l'élément individualiste fut toujours fort, il fut renforcé cependant pendant la guerre lorsque les kolkhoses avaient le droit de vendre une partie de leurs produits à des prix arbitrairement élevés au marché noir qui était officiel ; il se renforça lorsque manquèrent les machines qui donnent tout leur sens aux exploitations collectives. C'est le cas des régions dévastées d'où la population travailleuse a dû émigrer vers l'est,

mais est revenue alors que le dénuement était encore très grand (6.000 tracteurs sur 90.000 avant la guerre). On a tâché d'améliorer ces régions par un pillage systématique des pays du glacis, mais cela a mal rendu (par exemple les bêtes mouraient en route). On a dû retarder la reconstruction des habitations. Il y a un mécontentement général, exploitations individuelles des parcelles, danger de désintégration des kolkhoses. Il est symptomatique de voir comment se résoudra cette crise importante. En tout cas, la bureaucratie n'est pas un tout homogène, les circonstances la feront craquer inévitablement et, avec la scission, la question de la propriété des moyens de production devra se résoudre dans un sens ou dans l'autre.

Dans toute l'Union soviétique la guerre a eu des répercussions étant données les pertes terribles de l'économie : 2/3 du charbon, 3/4 du fer et du manganèse produits avant la guerre dans les régions qui furent occupées. Pendant la guerre et depuis, l'aide des U. S. A. est devenue nécessaire. L'orientation de l'immédiat après guerre a changé : à cette époque de cohabitation pacifique avec l'impérialisme on peut constater des signes importants favorisant les tendances capitalistes — lois sur l'héritage, décentralisation et surtout retard à la planification. Les antagonismes mondiaux sont tels que cette politique dut céder le pas à une politique de fermeté et d'intimidation. Cela est un riche enseignement malgré les zig-zags qui peuvent à nouveau changer l'atmosphère politique. Cela prouve — et beaucoup de témoignages le confirment — que la bureaucratie, qui ne croit plus en la révolution, reconnaît tout de même dans son ensemble que son économie planifiée est son principal atout sur l'arène mondiale.

La politique de la bureaucratie jointe à l'inertie du prolétariat mondial peut permettre qu'un jour la pression économique et la menace militaire des impérialismes dépasse considérablement les possibilités de défense de l'U.R.S.S. Les bureaucrates pourraient alors se dire : « mieux vaut collaborer avec l'impérialisme que mourir ». Il pourra y avoir un changement de politique analogue à celui qui accompagna le pacte germano-soviétique, mais plus accentué et plus durable.

b) Evolutions progressives

Le retour à la dictature du prolétariat entraînerait des réformes économiques importantes, mais pas de révolution sociale, pas de changements dans les rapports de propriété. Le prolétariat, lit-on dans la *Révolution Trahie*, continuerait et poursuivrait à fond l'expérience de l'économie planifiée. Par

contre, au point de vue politique, le rétablissement de la démocratie prolétarienne serait une entreprise révolutionnaire vu la puissance actuelle de la bureaucratie en U. R. S. S.

La préparation de la révolution en U. R. S. S. même doit être une lutte constante dont il est difficile de déterminer la forme de l'étranger, étant donné le caractère totalitaire et policier du gouvernement. Mais si illégale et primitive qu'elle soit, même fractionnée, elle doit s'identifier à la formation d'un parti révolutionnaire, *section russe de la IV^e Internationale*, naturellement illégale en U. R. S. S. *Les tâches transitoires proposées par ce parti seront celles qui, en bien des endroits pourraient être immédiatement entreprises et feraient avancer le prolétariat russe vers la prise de conscience et l'organisation politique sans lesquelles il ne saura profiter d'aucune circonstance favorable pour renverser la bureaucratie.* Signalons parmi ces tâches immédiates : la défense de l'économie collective et planifiée contre les tendances capitalistes et la mauvaise gestion bureaucratique ; la révision équitable des salaires ; la prise de contact avec les partis ouvriers et les syndicats de l'étranger ; la défense de l'internationalisme prolétarien contre le poison du chauvinisme ; la lutte pour la rétablissement des conquêtes d'octobre, en particulier en ce qui concerne l'héritage, l'éducation, la religion et surtout la lutte pour le rétablissement de la démocratie prolétarienne et soviétique à tous les échelons (légalisation de tous les partis soviétiques).

Il est très peu probable qu'une telle opposition arrive à renverser la bureaucratie sans l'aide des mouvements révolutionnaires dans le reste du monde. L'emprise policière de la bureaucratie, infiniment plus efficace que ne l'était celle du tsarisme et surtout le manque d'appui international, empêcheront un développement assez fort tant que subsisteront les rapports de forces actuels. Mais si le travail oppositionnel a été poussé assez, il pourra, à la faveur de changements dans la conjoncture mondiale et singulièrement de victoires prolétariennes dans d'autres pays, se développer rapidement et vigoureusement et réussir à renverser la bureaucratie. Donc, la préparation du renversement révolutionnaire de la bureaucratie passe par la lutte de classes à l'échelle mondiale, et nécessite un niveau révolutionnaire pas encore atteint. C'est sur ce point que le prolétariat étranger à l'Union soviétique peut agir en faveur de son redressement dans la voie du socialisme, très efficacement, bien qu'indirectement. C'est l'organisation de la lutte révolutionnaire qui est le but immédiat du prolétariat mondial. *Le renversement révolutionnaire de la bureaucratie qui doit en être une conséquence ne peut pas être envisagé dans l'immédiat, pas plus qu'on ne peut envisager le renversement immédiat de certaines bourgeoisies bien enracinées.*

Or, dans la résolution déjà citée de la conférence internationale d'avril 1946

nous lisons, en caractères gras (c'est nous qui soulignons) « *Tout en l'appelant (le prolétariat soviétique) au renversement immédiat de cette dernière (la bureaucratie stalinienne), la IV^e Internationale ne revise pas sa position sur l'U. R. S. S. en tant qu'Etat ouvrier dégénéré* ». Et plus haut : « *Ainsi la meilleure défense de l'U. R. S. S., plus que jamais, passe par la lutte pour le renversement immédiat de la clique bonapartiste stalinienne, et la propagation de la révolution prolétarienne* ». Le mot d'ordre de renversement immédiat, est donc nettement exprimé; or nous avons vu qu'il est actuellement absurde. Il a l'air moins absurde si l'on remplace bureaucratie par l'expression « clique bonapartiste stalinienne » car le renversement d'une « clique » s'envisage plus facilement. Mais comme nous l'avons vu la bureaucratie n'est pas une clique.

On peut dire que c'est une question de rythme plus ou moins bien apprécié mais nous constatons, une fois de plus, que les appréciations de rythme peuvent avoir une très grande importance. Il importe selon nous de redresser une ligne qui a été trop rapidement adoptée à la conférence, les discussions n'ayant pu être assez poursuivies.

2. - APPLICATION AU PROBLÈME DE LA DÉFENSE DE L'U. R. S. S.

On emploie souvent l'expression : « Nous défendrons l'U. R. S. S. parce que c'est un Etat ouvrier quoique dégénéré » ou bien « pour ce qui reste de la révolution d'octobre ». Il importe d'une part, de savoir ce qu'on entend par ces expressions, et d'autre part, de savoir que ce n'est jamais le passé que l'on défend mais les possibilités que recèle l'avenir. C'est une évidence que les phraséologies conservatrices ont intérêt à masquer.

Nous disons donc qu'il existe en U. R. S. S. un système économique progressif qui est bien une conséquence de la révolution d'octobre. C'est un système bien mis en marche et qui a déjà une telle solidité que Hitler dans les pays conquis n'est pas arrivé à établir à sa place une autre système économique. Nous voulons que ce système subsiste car il représente un progrès sur toutes les autres économies du monde et qu'il contribue, malgré ses imperfections, à maintenir le niveau technique et culturel de l'humanité. De plus, il est susceptible d'être un facteur très favo-

nable dans la révolution mondiale car il permettra au prolétariat révolutionnaire de prendre le pouvoir sans provoquer des bouleversements économiques et des crises de production et il aidera ainsi les pays où ces bouleversements et ces crises n'auront pu être évités.

Nous voulons aussi qu'il subsiste car sa chute ouvrirait un grand marché au capitalisme mondial, ce qui prolongerait son existence.

A ce point de vue, sa défense comme celle des peuples coloniaux, n'est qu'une forme d'attaque contre le capitalisme.

Donc, en ce qui concerne l'U.R.S.S. elle-même, c'est essentiellement sa structure économique et sociale que nous voulons défendre.

b) Défense actuelle de l'U. R. S. S. contre l'impérialisme. — Le problème dépend essentiellement du danger que « dans l'immédiat » on considère le plus grand pour l'Union Soviétique. Là encore, il faut mettre à part la position du prolétariat russe : il n'ignore pas la menace d'agression armée que l'impérialisme fait actuellement peser sur toutes les couches sociales de l'U. R. S. S. en même temps que sur son économie. Il la néglige d'autant moins que son action ne vise pas au renversement de l'économie du pays contrairement à l'action révolutionnaire en pays capitaliste, mais bien au renforcement de celle-ci. Toutefois, l'adversaire actuel, présent, « immédiat » est la bureaucratie et il ne doit pas, sous prétexte d'un front unique nécessaire, faire la paix avec elle, mais doit mener systématiquement le travail d'opposition dont nous avons parlé.

Tout autre est le problème de défense actuelle qui se pose au prolétariat des pays impérialistes. A part celui des régions occupées dont nous parlerons ultérieurement, il n'a pas de contact avec la bureaucratie, l'intermédiaire des bonzes des partis communistes étant inutilisable. Il a par contre un contact direct avec le grand ennemi de l'économie collective, l'impérialisme mondial.

Il constate surtout les préparatifs diplomatiques et militaires (exemple : l'expérience de Bikini) de l'agression armée. Or, une telle agression vise, en fait, la bureaucratie en même temps que l'économie qu'elle gère. Donc, tel qu'il se pose, de la manière la plus actuelle et la plus simple, tel qu'il est pratiquement ressenti par les couches progressives des pays impérialistes, le problème de la défense de l'U. R. S. S. confond pratiquement, dans une même défense, l'économie planifiée et la bureaucratie stalinienne, que cette défense soit envisagée par des manœu-

vres au sein des gouvernements ou par les méthodes de classe que nous préconisons (et qui, ultérieurement, permettraient le renversement révolutionnaire de la bureaucratie). Or, nous sommes « pour » l'économie planifiée et « contre » la bureaucratie stalinienne. Lequel des deux facteurs l'emporte-t-il? C'est là le grave problème que pose la défense de l'U. R. S. S. actuelle, par le prolétariat des autres pays, problème que l'on ne peut pas éluder par de subtiles distinctions. Notre position est celle que Trotsky formulait à la veille de la guerre à peu près en ces termes : « Notre lutte contre la bureaucratie est subordonnée à la défense de l'économie collectivisée en U. R. S. S. » et il ajoutait : « La défense de cette économie est elle-même subordonnée à la lutte pour la révolution mondiale ».

c) Défense de l'U. R. S. S. à l'échelle historique. — L'U. R. S. S. et son économie ne pourront pas se maintenir indéfiniment dans l'équilibre actuel et finiront par tomber inéluctablement si la victoire de la révolution prolétarienne n'instaure pas le socialisme mondial.

C'est à cette vérité que correspond la dernière phrase citée. C'est elle qui expliquera que nous puissions aller parfois, à l'encontre de la défense militaire immédiate de l'U.R.S.S. Pour les questions impérieuses, cela peut se produire même en temps de guerre (défaitisme révolutionnaire dans les pays alliés de l'U. R. S. S.) ou lorsque l'U. R. S. S. est fortement menacée par les impérialismes (nous soulevons en ce moment les prolétaires des pays du bloc même lorsqu'ils s'opposent à l'U. R. S. S.). Évidemment quand l'U. R. S. S. est en danger, on ne risque d'affaiblir sa puissance que dans des cas très importants de lutte de classes. Par l'application de cette hiérarchie d'importances, la défense de l'U.R.S.S. n'est qu'une partie de la lutte pour la révolution mondiale, mais il reste à lui donner sa juste place dans cette lutte, ce qui est extrêmement délicat. Nous critiquerons plus loin un aspect du texte d'octobre 1945, de Leblanc, selon laquelle la défense de l'U. R. S. S. devrait actuellement primer tout autre chose.

Quelles que soient nos discussions, nous devons constamment expliquer que c'est la lutte des classes, la lutte pour la révolution mondiale qui domine tout. Pour reprendre dans sa forme une phrase du SE, citée au paragraphe précédent, nous dirons que la défense de l'U. R. S. S. à l'échelle historique passe par la lutte pour la révolution mondiale et le renversement de la bureaucratie stalinienne.

LE ROLE DE L'U.R.S.S. DANS LE MONDE

CHAPITRE I

LE DOUBLE CARACTÈRE DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE SOVIÉTIQUE

La politique étrangère de l'Union soviétique est caractérisée, d'une part, par son antagonisme vis à vis des pays capitalistes, et d'autre part, par son hostilité envers la révolution mondiale. Cela correspond à ce que nous avons appelé, avec Trotsky, le double caractère de l'Etat bureaucratique qui gère une économie planifiée non capitaliste et qui en même temps poursuit une politique intérieure contre-révolutionnaire.

De cette opposition simultanée aux deux grandes forces historiques entre lesquelles se joue le sort du monde résultent les caractères de la politique extérieure du Kremlin : oscillations « centristes » entre un ultra-gauchisme qui fut poussé à l'extrême vers 1930 et un opportunisme qui alla jusqu'à conclure le pacte germano-soviétique de 1939 ; contradictions, instabilité révélant que cette politique d'équilibre est sans issue.

a) Cet antagonisme a pour causes :

1. — Le fait que l'économie planifiée ferme le marché russe aux entreprises capitalistes à une période où les contradictions internes du capitalisme se manifestent plus que jamais par l'impossibilité de répartir la production suivant un plan et par la nécessité de trouver toujours de nouveaux marchés.

2. — L'impossibilité du socialisme dans un seul pays :

L'économie planifiée permet la répartition traditionnelle des produits et évite, dans une très grande mesure, la course aux marchés extérieurs. Mais cela n'entraîne nullement que l'U. R. S. S. puisse ignorer le reste du monde elle a, en effet, besoin de produits étrangers, d'aide technique, etc. et surtout, elle subit la pression constante des impérialismes et cela l'empêche radicalement de se développer harmonieusement : le rythme de la course aux armements est fixé par le haut niveau technique des grands pays capitalistes, l'Allemagne, avant cette guerre, et, maintenant, les Etats-Unis ; ce rythme, bien trop rapide pour l'économie soviétique est l'une des raisons fondamentales de son déséquilibre, de l'impossibilité où elle se trouve d'élever le niveau de vie des travailleurs et de se

transformer progressivement en une économie socialiste.

Cependant l'économie planifiée a une telle supériorité sur l'économie capitaliste que, en temps de paix, l'U. R. S. S. tend malgré tout à rattraper son retard économique initial ; mais, pour ne pas se laisser attraper, les impérialismes ne reculeront devant aucun moyen, y compris la guerre. La deuxième guerre mondiale s'est déclenchée entre deux blocs impérialistes, mais on sait que l'une de ses raisons fut la nécessité pour les impérialismes de l'un et l'autre bloc de briser l'essor de l'économie soviétique. Quant à la troisième guerre mondiale, on lui donne déjà ouvertement ce but. Nous voyons que, quelques formes que puissent prendre les déclarations de guerre, l'impérialisme a la position offensive et l'U.R.S.S., la position défensive.

Les positions actuelles

La dernière guerre a profondément modifié les positions respectives de l'U. R. S. S. et des grands impérialismes :

1. — L'impérialisme allemand est brisé, or, il représentait l'arme de choc du capitalisme contre l'Union Soviétique.

L'Europe est partagée, en une partie dont l'U. R. S. S. tâche de faire une zone de protection, un « glacis », et une partie qui pourra tomber sous l'influence des U. S. A., mais qui n'aura plus la puissance offensive propre de l'impérialisme allemand. Or, malgré l'aviation et la bombe atomique l'invasion militaire reste un facteur essentiel dans la guerre. Donc la chute de l'impérialisme allemand représente un immense avantage pour l'Union Soviétique.

2. — Avant la guerre, l'un des atouts les plus puissants de l'U. R. S. S. était la rivalité mortelle des grands impérialismes entre eux. Sa diplomatie s'appliquait, avant tout, à jouer des rivalités constantes de manière à empêcher la formation d'un grand bloc antisoviétique. Or, aujourd'hui, ces rivalités continuent mais leur portée a infiniment diminué du fait qu'elles ne portent que sur des questions secondaires relativement, aucun impérialisme ne pouvant songer à détrôner l'impérialisme yankee. Au contraire, ils dépendent tous, à un point vital, de celui-ci et ils le sui-

vront nécessairement dans sa politique antisoviétique. On peut le constater dès maintenant... La guerre en assurant une hégémonie absolue à l'impérialisme américain a constitué, en fait, le bloc antisoviétique ; c'est là une immense défaite politique pour l'U. R. S. S.

3. — La position économique actuelle de l'U. R. S. S. résulte de facteurs contradictoires : d'une part le développement de la production en temps de guerre, la création d'industries et de régions industrielles nouvelles, l'accroissement de la technique et de la valeur des cadres, les progrès de la planification ont fait de la Russie la deuxième puissance du monde, en même temps qu'ils lui permettent de se reconstruire plus vite que les pays, même moins détruits, de l'Europe occidentale ; mais d'autre part, les pertes économiques et humaines dues à la guerre (10 à 20 millions d'hommes sont morts ; des régions industrielles entières sont détruites) sont catastrophiques et accroissent l'écart par rapport aux U. S. A., dont le développement a été extraordinaire pendant cette guerre (les indices généraux de production qui étaient dans le rapport de 6 à 10 pour U. R. S. S.-U. S. A. sont passés dans le rapport de 2,5 à 10).

Il faut avoir présents à l'esprit tous ces changements, mais nous n'essaierons pas de les peser entre eux pour répondre en une phrase à la question, d'ailleurs mal posée, de savoir si l'U. R. S. S. a « gagné ou perdu » à cette guerre. Nous ne partageons nullement, comme nous le verrons plus loin, l'optimisme des sphères stalinienne et stalinisantes. Mais nous nous refusons à accepter la position de G. Hirt qui déclare (« IV^e Internationale » de février 1946, page 13) : « La Russie soviétique a gagné la guerre contre une partie de la bourgeoisie mondiale, mais elle a perdu la guerre contre l'ensemble de la bourgeoisie mondiale ». Ce qui nous choque, ce n'est pas que Hirt considère que les désavantages l'emportent sur les avantages. C'est qu'il confonde encore pour les besoins de son argumentation, la deuxième guerre mondiale avec la lutte bien plus longue et pas encore finie de l'U. R. S. S. et des impérialismes.

C'est l'antagonisme fondamental entre l'U. R. S. S. et les impérialismes ainsi que la rapide formation du bloc antisoviétique qui explique que, dès la sortie de la deuxième guerre mondiale la scène politique soit dominée par le danger d'une troisième guerre mondiale qui sera encore impérialiste en ce sens que les Etats-Unis poussés par les contradictions capitalistes chercheront à s'ouvrir le marché russe.

II. - HOSTILITÉ DE LA BUREAUCRATIE A LA RÉVOLUTION MONDIALE ET POLITIQUE DES PARTIS COMMUNISTES

Nous avons vu qu'une des raisons d'être de la bureaucratie soviétique était l'oppression de la majorité des masses travailleuses de l'Union Soviétique. Une poussée de ces masses pour rétablir la démocratie prolétarienne jetterait à terre les privilèges des bureaucrates. Or, une telle poussée libératrice suivrait infailliblement une victoire de la révolution prolétarienne en Europe. L'hostilité à la révolution mondiale est, pour la bureaucratie, une attitude vitale et nécessaire pour sa propre défense en tant que caste dirigeante. C'est une attitude naturelle. La bureaucratie qui gère l'économie d'un point de vue strictement nationaliste, a, elle-même, un caractère essentiellement nationaliste, et serait incapable de diriger la révolution prolétarienne qui nécessite une politique internationaliste. Les bureaucrates étant des parvenus et des privilégiés seraient incapables de se consacrer à la tâche de la libération des peuples. Non qu'ils soient techniquement incapables de faire des plans à longue échéance : la planification, la préparation et la conduite de la guerre témoignent de leurs capacités. Mais on ne prépare pas la révolution sans avoir confiance dans le prolétariat lorsqu'on a acquis sa propre situation en opprimant, en dupant, en méprisant les travailleurs. On a, au contraire, confiance dans la puissance de la technique, des armes, de la police, de la ruse politique, de la propagande la plus abrutissante. Toutes les méthodes d'action de la bureaucratie du Kremlin sont contre-révolutionnaires. L'une des plus importantes est l'étouffement dans tous les pays du sens de classe au profit du chauvinisme le plus abject.

L'étouffement de la révolution prolétarienne fut un but inavoué qui se cacha derrière différents prétextes : pendant la guerre d'Espagne, les mesures révolutionnaires risquaient, disait-on, d'affaiblir la défense contre Franco ; pendant le Front populaire, elles risquaient, paraît-il de provoquer l'intervention de Hitler ; le pacte germano-soviétique et les monstrueuses manœuvres qui l'accompagnèrent — arrêt de la lutte idéologique contre le nazisme, orientation pro-capitaliste — furent perpétrées au nom de la défense de l'U. R. S. S. ; pendant la guerre aucune propagande révolutionnaire ne fut faite en Allemagne et la III^e Internationale fut dissoute sous prétexte d'assurer l'union des Alliés. Depuis la libération, le parti communiste chinois fut, une fois de plus, lâché en faveur de Tchang Kai Chek ; le prolétariat grec fut livré sans secours à la féroce répression de l'impérialisme anglais ; les luttes sociales furent sabotées sous les prétextes les plus divers : défense de l'U. R. S. S.,

crainte des U. S. A., nécessité de « produire », ou sous le simple prétexte que ce n'est pas le moment. C'est, au fond, sans aucun prétexte que Thorez a pu imposer le désarmement des milices, la collaboration avec le M. R. P., etc., et c'est un indice des plus graves. Les zigzags de la politique des partis communistes, les douches écossaises qu'elle a fait subir aux adhérents, les compromissions idéologiques qu'elle a exigées d'eux (en particulier au moment du pacte germano-soviétique), la propagande chauvine, les a désarmés idéologiquement, démoralisés, leur a fait perdre confiance en leurs propres forces au profit de la confiance en l'armée rouge aujourd'hui — mais demain peut-être au profit de n'importe quel bonapartisme ou fascisme.

Cette influence fut contrecarrée par la chute de Hitler et de ses vassaux qui fut comprise et ressentie par les travailleurs d'Europe comme une libération qu'ils ont voulu exploiter pour aller plus loin, ce qui était le seul moyen de prévenir l'oppression des impérialismes anglo-saxons et leurs vassaux. L'évolution actuelle de l'Europe résulte de ces contradictions objectives et subjectives. Mais il apparaît dès maintenant que la bureaucratie soviétique a été fondamentalement incapable d'utiliser les circonstances exceptionnellement favorables que l'après-guerre a créées dans le monde entier pour renverser le capitalisme mondial, son ennemi. La raison profonde en est, nous l'avons vu, son incapacité et sa crainte de la révolution mondiale. Son influence sur les masses travailleuses s'est exercée à chaque instant et dans chaque pays conformément aux intérêts immédiats de la diplomatie soviétique sans perspectives sociales — sinon le maintien en équilibre instable de pseudo-démocraties bourgeoises — Dans l'ensemble, elle a favorisé le capitalisme aux dépens des possibilités révolutionnaires. Le discours d'Ivry, par exemple, a fortement aidé l'Etat français à dissoudre les milices ouvrières et à reformer son appareil coercitif.

Au fur et à mesure que se poursuit cette politique, la latitude d'action et même de manœuvre diminue pour les partis communistes. Leur abandon de toute véritable lutte de classe, leur chauvinisme, leur inféodation à l'U. R. S. S., leur bureaucratisation, leur interdirent tout mouvement sérieux vers la gauche. Si dans cette voie, des communistes faisaient autre chose qu'une opposition stérile — comme actuellement en Angleterre — ou une politique aventuriste, si la pression des masses les engageait véritablement sur une voie révolutionnaire, ils seraient automatiquement freinés, combattus, désavoués par leur bureaucratie et devraient s'incliner ou passer sous un autre drapeau. La récente manœuvre gauchiste qui a précédé les élections françaises du 2 juin est symptomatique ; elle n'a qu'une envergure extrêmement limitée, ne cherche qu'à être un moyen de chantage et sera stoppée un jour ou l'autre, sans doute rapidement.

Les partis stalinien et leur bourgeoisie nationale

A la suite de déclarations du communiste américain Browder, Trotsky avait déclaré, avant 1939, que la perpétuelle capitulation des P. C. devant leur bourgeoisie, leur collusion avec le nationalisme et l'impérialisme les amèneraient, de plus en plus, dans des circonstances décisives où il faudrait choisir entre l'U. R. S. S. et leur impérialisme, à choisir ce dernier. L'exemple de la guerre de 1939 a, dans une certaine mesure, confirmé (Gitton, Clamamus) dans une très grande mesure infirmé (Duclos, Thorez, Marty) ces hypothèses. Il faut, aujourd'hui, voir clairement la situation : la bureaucratie supérieure des P. C. est entièrement inféodée à la bureaucratie stalinienne et fait sa politique, quelles qu'en soient les contradictions et les difficultés. Par contre, les cadres moyens et inférieurs, la masse des adhérents sont très tiraillés entre les intérêts contradictoires et très influencés par le nationalisme. Cette situation actuelle n'a rien d'éternel. La participation ministérielle, la collaboration avec la bourgeoisie sous une forme très générale est un facteur de dégénérescence rapide pour tous les cadres staliniens.

Donnons un exemple. C'est en parfait accord avec Staline que les dirigeants communistes français et allemands jouent des politiques opposées au sujet de l'Allemagne, que les communistes italiens et yougoslaves se disputent Trieste, parce qu'il entre dans le jeu stalinien d'attirer les masses petites bourgeoises, d'exercer un chantage nationaliste sur la bourgeoisie, etc. Mais les masses communistes de ces divers pays sont très démoralisées par cette politique ; les intellectuels et ouvriers communistes français ou italiens ne comprennent pas et désapprouvent la position de M. Molotov sur la Ruhr ou Trieste.

Le chantage à l'action des masses ne prend plus sérieusement sur la bourgeoisie qui sait que la bureaucratie craint autant qu'elle une action vraiment révolutionnaire des masses. La bourgeoisie sait maintenant qu'elle peut sans craintes accepter la collaboration gouvernementale des partis communistes et en tirer profit : les ministres communistes se chargent des tâches gouvernementales les plus ingrates ; le parti, par l'intermédiaire des syndicats ou directement exhorte les ouvriers à « produire » espérant aider le capitalisme indigène à échapper à la tutelle américaine — comme s'il en était capable, même en tirant toute la plus-value possible du travail ouvrier — Bref, le P. C. participe à la gestion d'une économie capitaliste ruinée et pourrie, comme le fit la social-démocratie allemande après 1918. Par cette gestion, il se discrédite aux yeux des masses. Ceci à tel point que, dans un avenir peut-être proche, la réaction sera capable de développer l'état d'esprit anticommuniste et antisoviétique éminemment favorable à l'intervention contre l'U. R. S. S. En laissant dans beaucoup de pays d'Eu-

rope occidentale une partie du pouvoir aux partis communistes la réaction aujourd'hui très affaiblie, a reculé pour mieux sauter. Dans les pays anglo-saxons, on observe un essai de raidissement dans l'attitude des P. C., mais, comme nous l'avons vu, ceux-ci sont voués à l'impuissance. Ils pourront, tout au plus, se lancer dans un aventurisme dangereux pour les masses et pas pour le capitalisme.

La crise future du stalinisme

La politique actuelle des P. C. vise à retarder la guerre et à défendre les intérêts de la bureaucratie soviétique par des méthodes qui s'interdisent d'aboutir à leur achèvement logique, la révolution prolétarienne. Par là même, elles signifient un perpétuel équilibre sur une lame de couteau, et ne peuvent

durer qu'un temps limité ; si elles écartent effectivement la révolution, elles amèneront inévitablement la victoire de la réaction.

Ces armes que constituent les P. C. et l'influence morale de l'U. R. S. S., la politique de celle-ci les use lentement mais inéluctablement. A ceux auxquels la puissance actuelle des partis communistes fait illusion, nous rappellerons la puissance de la social-démocratie allemande après l'autre guerre et la confiance en l'avenir qu'elle inspirait. Après avoir régné pendant une décennie, elle s'est effondrée devant l'hitlérisme à l'arrivée de la crise, et d'un effondrement sans précédent dans l'histoire. Qu'une crise brutale arrive dans quelques années et jette des centaines de milliers de chômeurs sur le pavé, les P. C. subiront le même sort.

CHAPITRE II

L'EXPANSIONNISME SOVIÉTIQUE ET LES IMPÉRIALISMES

I. - CAUSES DE L'EXPANSIONNISME SOVIÉTIQUE

Rappelons les nécessités dont découle cet expansionnisme :

a) Nécessités stratégiques et diplomatiques

Elles sont les plus importantes. La bureaucratie doit assurer la défense militaire de l'U. R. S. S. Elle tâche, pour cela, d'établir derrière ses frontières un glacis stratégique destiné, d'une part, à s'assurer fermement certaines positions importantes et à desserrer le cercle des positions stratégiques que les U.S.A. établissent tout autour de l'Union soviétique, d'autre part, à retarder, en cas de guerre, l'arrivée des armées ennemies sur son propre sol. La profondeur que les armées ont à franchir est un élément militaire important, mais le souci que cette profondeur soit franchie en territoire non russe est symptomatique de la dégénérescence nationaliste de l'U. R. S. S. Des nécessités diplomatiques tout à fait analogues à ces nécessités stratégiques poussent l'U. R. S. S. à s'assurer — par des moyens diplomatiques et par l'intermédiaire des partis communistes — de l'influence dans les autres pays afin que ceux-ci ne puissent pas avoir de base d'attaque contre elle.

b) Nécessités économiques

Nous avons vu qu'un développement harmonieux de l'économie russe est impossible, non pas tant à cause de l'insuffisance de ses ressources naturelles que pour deux raisons politiques d'ailleurs liées entre elles : d'une part, la gestion de la bureaucratie qui, par sa nature même, est incapable d'utiliser au mieux la main-d'œuvre et les ressources

naturelles du pays et s'approprie une part importante du revenu national, et, d'autre part, la pression des pays impérialistes ; c'est elle qui a provoqué la guerre, l'invasion, la destruction d'une partie de la main-d'œuvre et du potentiel industriel ; en temps de paix, elle impose à l'économie soviétique un rythme beaucoup trop rapide, en particulier une course aux armements qui provoque un déséquilibre chronique aux dépens du niveau de vie des travailleurs dont l'amélioration pourrait seule accroître le faible rendement qui est une des grandes tares de l'économie.

C'est la nécessité de renforcer au jour le jour cette économie déficiente qui pousse l'U. R. S. S. à pratiquer dans les pays occupés une politique de prestige, de démantèlement d'usines, peu favorable au développement de son influence dans ces pays.

Daniel Logan, dans l'article de « IV^e Internationale » de février 1946 analyse ce renforcement de l'expansionnisme économique, le montre lié à une déficience chronique de l'économie et, sans le confondre avec l'impérialisme d'origine financière, il propose de l'appeler « impérialisme bureaucratique », le mot impérialisme étant employé volontairement pour indiquer que l'expansionnisme a des causes économiques.

Cette proposition mérite d'être discutée. Nous ne nous y rallions pas pour les raisons suivantes :

a) Les causes économiques de l'expansionnisme (gestion bureaucratique de l'économie, déficience économique chronique et bas niveau culturel dus à la bureaucratie) sont moins importantes que les causes diplomatiques et politiques. Alors qu'au contraire l'impérialisme financier des pays capitalistes a une base économique, qui dicte les attitudes politiques ;

b) La nature économique de l'expansionnisme soviétique (qui s'est traduite surtout par des pillages et démantèlements d'usines) n'a aucun rapport avec la nature économique de l'impérialisme capitaliste (qui se traduit au contraire par une mise en valeur des territoires conquis, une exportation des capitaux et des machines). D'ailleurs, la politique impérialiste est liée inévitablement au développement économique en régime capitaliste ; au contraire, l'économie planifiée soviétique peut, dans certaines circonstances favorables, se développer sans expansionnisme ;

c) Il est très important de lutter contre la confusion idéologique sous toutes ses formes. Ne serait-ce que pour bien marquer l'antagonisme entre l'U. R. S. S. et les pays capitalistes, le terme d'impérialisme doit être rejeté.

II. - L'U. R. S. S. ET LES IMPÉRIALISMES DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE

Nous avons vu que, malgré son caractère expansionniste, l'U. R. S. S. est, dans l'ensemble, sur la défensive, vis-à-vis de l'impérialisme américain. Cela domine leurs conceptions respectives de la « troisième guerre mondiale » et leurs rapports depuis la fin de la deuxième. Ceux-ci ont été bien décrits par E. Germain dans un article de l'*Avant-garde* belge repris par la *Vérité* (nous ne sommes d'ailleurs pas d'accord avec toutes ces appréciations). Pour la fin de la guerre, il distingue une première période dominée par la politique dite de Yalta. Celle-ci visait à la cohabitation pacifique de l'U. R. S. S. et des impérialistes. L'économie soviétique devait se rétablir avec l'aide économique des U.S.A. : corrélativement, la politique intérieure de l'U. R. S. S. se relâchait toujours plus : accentuation des privilèges, réconciliation avec les Russes blancs et surtout décentralisation, retard apporté à l'établissement d'un plan quinquennal.

Le monde fut courtoisement partagé à Yalta et Téhéran entre les « Trois Grands », en zones d'influences, c'est-à-dire de brigandage et de répression. Les Anglo-Saxons déclarèrent renoncer à « leurs intérêts » dans le glacis soviétique, l'U. R. S. S. ferma les yeux sur la farouche répression impérialiste en Grèce et en Extrême-Orient. Cette politique semble avoir été adoptée avec une relative sincérité par Staline ; elle est en conformité avec son désir d'éviter les révolutions, de continuer autant que faire se peut, à construire son socialisme en un seul pays ; son cynisme même le préparait à être la dupe de l'« idéaliste » Roosevelt. C'est dans ces circonstances que le parti communiste américain (dirigé par Earl Browder) a prononcé son auto-dissolution et a développé une théorie extraordinaire de collaboration pacifique avec le grand capital américain. C'est aussi à cette époque que fut dissoute la III^e Internationale.

La seconde période est la faillite de la politique de Yalta qui entraîne un

changement important dans toute la politique stalinienne. La politique de Yalta était impossible. Cela sautait aux yeux du point de vue théorique et les faits ne tardèrent pas à le confirmer. Germain décrit les démarches alliées en vue de grignoter les glaces et d'assurer un solide encerclement de l'U.R.S.S. L'influence soviétique diminuait en Europe occidentale au profit de l'influence plus ou moins directe des Etats-Unis. Les partis communistes virent leur influence diminuer dans plusieurs pays au profit des partis d'ordre et de religion : en Autriche, elle s'effondra. Il faut aussi ajouter que les Soviétiques, aussi bien que les Anglo-Saxons espéraient que la reconstruction russe s'opérerait avec l'aide de capitaux anglo-saxons, sur une grande échelle. Il s'est avéré que les conditions mises par les deux partenaires à cette coopération économique signifiaient une inconciliable contradiction. La faillite de la politique des crédits américains fut grandement à l'origine de la faillite de la politique de Yalta. Germain dit que cette perte d'influence a aussi eu lieu au profit des tendances révolutionnaires : nous soulignerons, au contraire, le fait que ces tendances, surtout dans leurs formes organisées, n'ont pratiquement pas progressé et que c'est au profit de la réaction que les partis communistes baissent. La faillite de la politique de Yalta força Staline à changer ses batteries pour faire succéder à une politique de compromission une politique d'intimidation. D'où, à l'intérieur, une meilleure centralisation, la remise en marche d'un plan quinquennal ; et à l'extérieur, une politique plus prononcée d'offensive (question de l'Iran, appropriation des usines de Mandchourie, etc.) et de chantage (attitude du P.C. allemand, tournant vers la gauche marqué par la reconstruction du P.C. américain et l'exclusion de Browder, etc.). L'expression de « renversement de la vapeur » nous semble trop forte car elle masque le fait que le caractère contre-révolutionnaire de la politique stalinienne l'empêche de renverser tout à fait la vapeur. Ni la politique de Yalta, ni la politique actuelle ne s'intègrent dans un plan général visant à l'instauration d'un vrai socialisme. Il s'agit toujours de vivre au jour le jour, de manœuvrer, de prendre ce que l'on peut, d'essayer de gêner le bloc anti-soviétique et avant tout de retarder la guerre que les U.S.A. pourraient déclarer à l'U.R.S.S., la prochaine guerre.

III. - PRÉPARATION DE LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE

Nous avons vu que ses causes profondes sont les contradictions du capitalisme, sa convoitise du marché russe, d'une part, et, d'autre part, l'impossibilité d'une longue coexistence pacifique d'une économie planifiée et d'une économie capitaliste anarchique.

Les essais de retarder cette guerre, essais qui proviennent surtout du côté russe, se confondent avec sa prépara-

tion, comme ce fut le cas pour toutes les guerres. Les deux antagonistes usant des moyens classiques : course aux armements, batailles diplomatiques et économiques pour s'assurer des positions stratégiques et de l'influence sur les autres pays.

Les armes ultra-modernes ne rendent pas inutile une telle préparation. La première expérience de Bikini ne doit pas nous rassurer sur le danger terrible que représente l'énergie atomique aux mains de l'impérialisme américain — qui cachera peut-être des armes encore plus terribles que l'actuelle bombe jusqu'au jour où il s'en servira. Mais tous les gouvernements savent, ainsi que nous l'avons montré dans un article de la *Vérité* que ces armes ne peuvent être employées « avec succès » que dans le cadre d'une grande guerre, qu'elles ne constituent jusque-là que des moyens de pression et de chantage ou, éventuellement, de répression de soulèvements isolés. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que la croissance démesurée de la quantité des destructions provoquées par les moyens les plus anciens, la faim, comme les plus modernes, l'énergie atomique, entraîne certains changements qualitatifs dans presque tous les problèmes.

Le gouvernement soviétique sait bien que les U.S.A. ont absolument besoin d'une base d'attaque en Europe. C'est pourquoi il essaie de soustraire le continent à leur emprise. Il emploie différents moyens :

1° En Europe orientale, il utilise la puissance que lui donnent la proximité géographique et l'occupation militaire. D'où possibilité d'élever des fortifications, d'intégrer l'économie à l'économie soviétique et de la soustraire à l'impérialisme, d'éviter la formation de gouvernements réactionnaires antisoviétiques. Mais il y a un revers : l'occupation dresse les peuples de ces pays contre les Soviétiques et prépare les conditions psychologiques d'une intervention.

2° En Europe occidentale, en Amérique, les partis communistes tentent de créer un climat qui rende impossible toute guerre contre l'U.R.S.S. et d'exercer un chantage sur la bourgeoisie. Nous avons montré plus haut comment « cette ruse avec l'histoire » amènera inévitablement la chute des P. C.

3° Le gouvernement soviétique utilise les moyens diplomatiques classiques, en particulier l'O.N.U., digne successeur de la S.D.N., que Lénine qualifiait si bien d'assemblée de brigands. L'U.R.S.S. y joue le rôle le plus bureaucratique en y justifiant le droit de veto, les conférences secrètes à Trois ou Quatre, tandis que les U.S.A. et l'Angleterre peuvent s'y prétendre les défenseurs de la démocratie en mobilisant les gouvernements des petites puissances. Il s'avère déjà qu'au sein de l'O.N.U., l'U.R.S.S. a une position défensive des plus difficiles à tenir.

Il n'y a qu'un moyen efficace de défendre l'U.R.S.S. et de retarder la guerre, c'est de préparer la révolution : c'est le moyen que la bureaucratie n'emploie jamais.

IV NOTRE POINT DE VUE

Les méthodes stalinienne pour empêcher la guerre ne peuvent nous inspirer aucune confiance. Mais il y a une condition indispensable à la guerre, que ces méthodes ne peuvent que favoriser et que notre tâche est justement de combattre : c'est la démoralisation des classes travailleuses. Le gouvernement américain ne se permettra d'attaquer l'U.R.S.S. qu'au moment où il tiendra bien en main son propre prolétariat et où la classe ouvrière d'Europe sera vaincue, battue, démoralisée. L'histoire a montré que le capitalisme n'engage une guerre qu'en présence d'un prolétariat vaincu et surtout démoralisé ; en 1914, il s'était contenté d'un affaiblissement passager suffisant pour éviter une riposte révolutionnaire au début du massacre. Mais cette riposte est venue à la fin et, depuis, il est plus prudent. Il a attendu pour engager la deuxième guerre mondiale qu'il y ait eu plusieurs années de démoralisation et il a tout subordonné au maintien de cette démoralisation, même d'importantes considérations stratégiques, comme on a pu le voir en Espagne et surtout à la fin de la guerre lorsqu'il a volontairement retardé la victoire alliée. Cette politique est absolument fondamentale : l'un des principaux aspects de la préparation impérialiste de la troisième guerre mondiale est la politique qui vise à plonger au plus tôt le prolétariat dans un état de prostration. C'est la raison profonde pour laquelle la politique des partis communistes, loin d'écartier le danger de guerre, le rapproche fatalement.

Aujourd'hui, l'U.R.S.S. et les U.S.A. se disputent les bastions européens. Les Anglo-Saxons ont de plus en plus la mainmise sur l'Espagne, l'Italie, la Grèce et ils préparent l'instauration de gouvernements réactionnaires en France et en Belgique ; l'Allemagne est l'objet des luttes les plus vives. Les U.S.A. ont tiré la leçon de cette guerre : Hitler n'a pu mener la guerre contre l'U.R.S.S. qu'avec un régime fasciste d'une violence et d'une barbarie inouïes. Et encore, il a perdu cette guerre. La prochaine guerre contre l'U.R.S.S. nécessitera aussi, en Europe et en Amérique, des régimes réactionnaires très autoritaires ; nous n'en sommes encore qu'à la préparation des conditions favorables et loin de la guerre elle-même.

Il en résulte que la seule perspective de paix est celle-ci : entretien dans tous les pays d'un haut niveau moral du prolétariat par une politique ferme et clairvoyante de lutte des classes. Préparation, à l'aide de cette même politique, des conditions subjectives de révolutions victorieuses qui puissent instaurer des Etats-Unis socialistes du monde, seule organisation capable, en définitive, d'éviter la guerre, et en même temps de sauvegarder définitivement le caractère progressif de l'économie soviétique.

Cette perspective générale, celle de la IV^e Internationale, implique avant tout la formation de partis politiques de lutte des classes qui prennent une influence réelle. Avant d'être à même de conduire victorieusement une révolution, ces partis peuvent avoir une influence décisive sur les événements mondiaux en créant dans les masses un climat qui ne permette pas aux impérialismes d'oser se lancer dans la guerre.

Johnson, dans un article du bulletin intérieur du S.W.P. de mars 1946, écrit: « Tout soulèvement révolutionnaire important en Italie ou en France, en Tché-

coslovaquie ou en Belgique ne peut qu'accélérer l'attaque de l'impérialisme anglo-américain contre l'Union soviétique en dépit de la nature contre-révolutionnaire de la bureaucratie. » Nous pensons bien que l'impérialisme n'assistera pas passivement au redressement des forces révolutionnaires en Europe, et qu'il essaiera de les réprimer durement. Mais rien ne justifie l'hypothèse qu'il se hâte de déclarer la guerre à l'U.R.S.S. dont la bureaucratie pourra lui rendre de grands services, d'autant plus qu'il devra justement attendre que le niveau révolutionnaire soit retombé et les masses européennes découragées.

CHAPITRE III

POLITIQUE SOVIÉTIQUE EN EUROPE ORIENTALE

I. - IMPORTANCE DE L'ÉVOLUTION DE L'EUROPE ORIENTALE

Nous allons examiner les problèmes de l'Europe orientale à la lumière des renseignements malheureusement incomplets dont nous disposons et des analyses précédemment faites dans cet article. Ce n'est pas que nous considérons que l'Europe orientale fasse en aucune façon partie de l'U.R.S.S. ; mais elle constitue un champ d'expériences variées qui permet d'étudier les résultats de l'influence active de la bureaucratie dans des circonstances qui, à la suite de la guerre, furent objectivement favorables au renversement du capitalisme. Etant donné ce que nous avons vu du double caractère de la politique de la bureaucratie, nous pouvons prévoir que son influence a eu des résultats progressifs et des résultats contre-révolutionnaires. Il est de la plus haute importance de voir s'il est possible que les premiers l'emportent et permettent une transformation progressive et durable des rapports de propriété sans passer par la révolution prolétarienne. Leblanc a bien posé le problème dans un article d'octobre 1945 avec lequel nous aurons à préciser nos désaccords : « Il est indiscutable, écrivait-il, que moins encore aujourd'hui qu'hier les éléments dirigeants russes veulent la révolution socialiste. Mais ce qu'ils veulent est une chose et ce que l'histoire leur impose pour leur propre survivance en est une autre. » Les prototypes des réalisations progressives des bureaucraties en Russie furent la collectivisation et la planification. « Ils l'ont fait avec beaucoup de reculs, de zigzags, en employant des méthodes barbares, avec d'énormes frais, mais ils l'ont fait. »

Il semble qu'ils aient, par ces mêmes méthodes, réalisé une assimilation assez complète des pays baltes. A ce moment-là, ils ont seulement imposé la réforme agraire, réforme facilitée par les départs préalables des barons baltes. Mais

depuis l'industrie privée a dû s'intégrer au plan et s'assimiler par des processus où les ouvriers de la base ont eu peu de part. Bien qu'aux récentes élections le pourcentage des opposants y ait été plus fort qu'ailleurs, rien ne permet de croire que la bureaucratie ne tienne pas assez solidement en main ces régions comme elle tient en main l'Ukraine, malgré toutes les difficultés que nous avons signalées.

On a employé l'expression de rideau de fer pour désigner une ligne nord-sud au delà de laquelle on prétend que tout est totalement contrôlé par l'U.R.S.S. Le rideau de fer se déplacera-t-il vers l'Ouest, signifiant ainsi le passage d'une plus grande partie de l'Europe sous l'influence exclusive des Soviétiques, ou se déplacera-t-il vers l'Est, risquant de réduire à néant le glacis stratégique ? On conçoit l'extrême importance de ce problème.

L'évolution politique en Europe orientale doit être suivie de près du point de vue théorique, car elle permettra de juger les possibilités de révolutions bureaucratiques dans lesquelles des théoriciens du parti communiste français voient la solution moderne du renversement du capitalisme, alors qu'ils n'ont plus confiance dans le prolétariat. Nous avons vu précédemment que la bureaucratie stalinienne ne pouvait plus avoir confiance dans le prolétariat, il en est de même pour les cadres des partis communistes étrangers qui forment les ailes, fortement contrôlées, de cette bureaucratie. Pour eux, il s'agit de prendre en douce, par ruse, des positions-clefs, d'y établir une bureaucratie communiste et, lorsqu'elle sera bien installée, de faire, grâce à elle, des réformes de plus en plus radicales sans les appeler par leurs noms. De telles expériences sont tentées en France, et dans des circonstances exceptionnellement favorables en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. Nous verrons les enseignements qu'elles apportent.

Il s'agit là d'un nouveau réformisme. Il n'a plus pour base sociale les conditions relativement aisées où le capital a

pu maintenir une partie de la classe ouvrière, mais les défaites accumulées par celle-ci. Il est brutalement et sûrement répandu parmi les éléments avancés, par l'emprise démoralisante des partis communistes qui, depuis 1934, ont habitude progressivement les militants à des méthodes qu'ils auraient au début jugées cyniquement contre-révolutionnaires et réformistes. Ce réformisme, comme l'ancien réformisme, se heurte à la lutte des classes que les capitalistes mènent de façon toujours plus implacable. Comme le disait toujours Trotsky : « On ne ruse pas avec l'histoire ». Une des principales tâches théoriques de la IV^e Internationale est de réfuter ce néo-réformisme par la théorie et l'examen des expériences politiques en cours. A la fois dans les rangs des partis communistes, dans les milieux stalinisants qui gravitent autour d'eux et dans nos propres rangs parfois, on assiste à des justifications théoriques de cette « révolution bureaucratique », de ce néo-réformisme. La base sociale de ce néo-réformisme est analogue à celle du réformisme classique. Ce sont des bureaucrates élevés au-dessus du niveau de la masse, craignant l'intervention de la masse, qui souhaitent la conquête pacifique du pouvoir sous leur direction. Ce réformisme a pourtant infiniment plus de possibilités que le réformisme social-démocrate ; car les dirigeants sociaux-démocrates sont les représentants au sein de l'aristocratie ouvrière, de leur propre bourgeoisie impérialiste, tandis que les dirigeants stalinisants représentent la bureaucratie soviétique, hostile à la bourgeoisie impérialiste. Aussi le stalinisme menace-t-il beaucoup plus la bourgeoisie que le réformisme classique. Aussi comprend-on que des conditions nouvelles puissent à nouveau poser le vieux problème, résolu par l'histoire, du réformisme. Néanmoins, rien de sérieux n'a été apporté en sa faveur. Le néo-réformisme n'a pas à son acquis de victoire solide qui ait fait ses preuves. Et déjà, en France (victoire de la réaction au référendum), comme en Europe orientale (élections en Autriche, en Hongrie), il a montré les dangers qu'il comportait. Le développement des partis de la IV^e Internationale, redonnant au prolétariat son rôle moteur, pourra seul anéantir ces théories nées du désespoir et de l'isolement.

II

PRINCIPAUX CARACTÈRES DE L'ÉVOLUTION DE L'EUROPE ORIENTALE

En les étudiant, nous retrouvons à chaque instant le double aspect de la politique soviétique : d'une part, elle vise à soustraire l'Europe orientale à l'emprise des grands impérialismes, ce qui ne serait possible en réalité d'une façon durable qu'en collectivisant et en planifiant son économie ; d'autre part, elle doit éviter tout soulèvement révolu-

tionnaire et piller l'économie des pays occupés pour soutenir la sienne.

a) L'influence politique de l'U.R.S.S. et des partis communistes

L'U.R.S.S. utilise systématiquement son influence considérable dans le but suivant : établir des gouvernements bourgeois, en général à participation stalinienne, qui lui soient favorables et concrétiser son influence politique par des partis communistes bureaucratisés. Ceux-ci n'utilisent leur influence politique que dans les strictes limites de cette politique (renversement des gouvernements insuffisamment pro-soviétiques, etc.). Marcoux a très justement dit que la politique stalinienne en Europe vise à établir une dualité de pouvoir entre la bourgeoisie toujours liée au capitalisme mondial et la bureaucratie stalinienne locale, prolongement de la bureaucratie soviétique. Mais cette bureaucratie stalinienne ne s'appuie sur aucun mouvement révolutionnaire capable de renverser le pouvoir politique de la bourgeoisie et sur aucun système socialiste capable de remplacer le capitalisme. Or, une dualité de pouvoir est chose instable ; il est à prévoir que celle-ci se résoudra au détriment de la bureaucratie à mesure que, avec les années, le capitalisme mondial reprendra pied en Europe orientale. Nous reviendrons sur ce point.

En Pologne, où la tradition des classes dirigeantes et tous les gouvernements, y compris celui de Londres, ont toujours été réactionnaires et antisoviétiques, l'U.R.S.S. a du mal à maintenir un gouvernement qui lui soit favorable, et celui-ci est en proie à de violentes attaques. Dans tous les autres pays, l'orientation pro-soviétique de la politique intérieure est acquise du seul fait de la promiscuité, de l'occupation, de l'importance de la Russie et de l'armée Rouge — et aussi du fait que l'influence économique et politique de la Grande-Bretagne et de la France a brusquement faibli pendant la guerre. Cela est net en Tchécoslovaquie où point n'est besoin d'un ministre des Affaires étrangères communiste pour assurer une politique préconisée par les bourgeois eux-mêmes.

L'influence de l'U.R.S.S. se manifeste également par l'importance et le développement des partis communistes. En Autriche, les élections, après sept mois et demi d'occupation, ont été un cuisant échec pour le P.C. qui a eu huit sièges aux élections contre 72 aux sociaux-démocrates et 84 aux catholiques populaires. Il n'en est pas de même en Allemagne ; le problème allemand a une telle importance que l'U.R.S.S. semble vouloir s'assurer des positions sérieuses par l'intermédiaire du P.C. au profit duquel elle impose une unité ouvrière artificielle. Elle a abandonné le délire antigermanique à la Ilya Ehrenbourg ; elle poursuit une réforme agraire et semble vouloir procurer au pays certains avantages économiques et ne pas la piller aussi brutalement que l'Autriche.

En Hongrie, en Roumanie, en Bul-

garie, les partis communistes, bien qu'ils ne groupent qu'une minorité des habitants, ont une très grande influence politique. De même en Tchécoslovaquie où ils ont plus du tiers des voix dans le pays et des sièges au Parlement où, avec les sociaux-démocrates, ils ont la majorité absolue.

En Yougoslavie, enfin, le parti communiste détient véritablement le pouvoir mais il a de telles racines dans le pays qu'il doit être considéré comme dépendant moins directement que dans les autres pays du gouvernement soviétique. Disons quelques mots de cette expérience yougoslave : il apparaît bien que la constitution ne dit pas un mot du communisme. Mais, bien qu'elle déclare préserver l'industrie privée, bien que le gouvernement comprenne, à côté des communistes, des démocrates, des socialistes, des agrariens serbes, des républicains, on a affaire à un régime totalitaire à tendances communistes. A sa tête serait un groupe de cinq communistes dont Tito. A la base seraient des conseils populaires et cela serait très important bien que ces conseils soient contrôlés de près par les communistes quand ils ne sont pas constitués par eux seuls et qu'ils aient d'importantes fonctions de surveillance policière sur tous les citoyens. Les juges sont élus par ces conseils ou des assemblées populaires et les jugements sont publics. Même si ces organismes de base ont un caractère policier et bureaucratique ils constituent des assises assez sérieuses pour le régime.

Au sujet de l'épuration, nous manquons de données, en particulier pour l'Allemagne, mais il semble que, sauf en Pologne, elle ait été plus poussée qu'en Europe occidentale. En Bulgarie, elle aurait été particulièrement ferme, et surtout en Yougoslavie. Mais les scandales de non-épuration sont aussi faciles à trouver en Europe orientale qu'en Europe occidentale.

b) Le problème des nationalités

Ce problème a toujours déchiré l'Europe centrale et orientale. Quelle fut à ce point de vue l'influence de la Russie ?

Il y a eu des progrès dans les rapports des Tchèques et des Slovaques. Mais c'est surtout la Yougoslavie qui s'est inspirée des méthodes dont la révolution d'octobre avait montré l'excellence : elle est devenue un état fédératif, ce qui a détendu les rapports entre Serbes et Croates. Il y a là un véritable progrès.

Mais c'est le seul progrès. Dans tous les autres pays, le problème des minorités continue à être traité comme avant la guerre ou plus brutalement encore. La Tchécoslovaquie expulse brutalement les Allemands des Sudètes. Quant à la Pologne, elle a expulsé, dans de terribles conditions et massivement, toute la population allemande des 150.000 kilomètres carrés annexés (dont les villes de Dantzig, Stettin). La Tchécoslovaquie expulse les Hongrois ; la Hongrie et la Roumanie se disputent la Transyl-

vanie ; la Pologne et la Tchécoslovaquie demandent Teschen, le problème juif n'a pas été résolu en Pologne, etc.

Les problèmes des nationalités ont toujours été exacerbés par les nationalismes qui sévissaient à l'intérieur de chaque pays. Ceux-ci ont-ils été diminués sous l'influence de l'U.R.S.S. et des partis communistes ou sous la pression des événements qui montrent depuis un demi-siècle la malaisance des rivalités nationales ? Absolument pas : les passions nationales sont exacerbées du fait des occupations, de la guerre, et la diplomatie soviétique, loin de les calmer, en joue cyniquement. Il s'agit pour elle, non pas d'organiser l'avenir, mais d'obtenir dans le présent l'influence la plus grande possible. A cette fin, les partis communistes flattent les passions nationales. En Allemagne, le P.C.A. semble vouloir prendre à ce point de vue la succession du parti national-socialiste. Il en résulte la disparition totale de l'internationalisme dans les rangs de ce qui fut la III^e Internationale. Communistes français et allemands se disputent au sujet de la Ruhr comme leurs bourgeoisies respectives. Communistes italiens et yougoslaves se battent à Trieste. C'est là un des aspects les plus alarmants de la situation mondiale.

c) La réforme agraire

Des survivances féodales subsistent sous forme de grandes propriétés terriennes (il n'y en avait toutefois plus en Bulgarie et presque plus en Tchécoslovaquie). Après la seconde guerre mondiale ces grandes propriétés ont été presque partout supprimées. C'est ce qu'on appelle la réforme agraire. Cette mesure a toujours figuré au programme des révolutions démocratiques bourgeoises et il est important de noter qu'elle a été réalisée par le très impérialiste gouvernement américain dans quelques endroits de la zone d'occupation où elle était encore à faire. Cependant, en Russie, où elle fut réalisée à la fin de 1917 sous l'impulsion, non de la bourgeoisie, mais du prolétariat révolutionnaire, elle s'enchaîna directement avec des mesures de la révolution prolétarienne. En fut-il de même en Europe orientale où les bourgeoisies des pays à grandes propriétés terriennes étaient sans force propre et discréditées par la collaboration avec l'hitlérisme ? Sauf en Yougoslavie, la réforme agraire ne s'est pas intégrée à un processus révolutionnaire général. La réforme agraire que la bourgeoisie n'était pas capable de faire seule a été conduite par la bureaucratie soviétique de manière à éviter un essor révolutionnaire des masses. Il est symptomatique que, en Roumanie, les biens de l'Église et de la Couronne n'aient pas été touchés. Grâce à la bureaucratie, la réforme agraire a pu se faire tardivement sans compromettre l'économie capitaliste.

La fin des derniers vestiges du féodalisme dans les campagnes d'Europe orientale est un fait d'une énorme importance. La bureaucratie soviétique a effectué, sans aucun appui de masse la réforme bourgeoise par excellence,

un décret, être gérées d'après les principes d'une entreprise commerciale, indépendance, rentabilité, libre concurrence. La nomination à la tête des usines de nouveaux administrateurs, souvent communistes, signifie donc un changement de propriétaire plutôt qu'un changement de régime. C'est donc qu'elles ne s'intègrent pas dans un plan d'ensemble qui serait pourtant avec les nationalisations, la première étape à réaliser si l'on voulait vraiment construire une économie socialiste. Dans ce rejet d'une planification qui s'imposait, on voit la marque de la collaboration avec la bourgeoisie : celle-ci a ménagé un retour possible, facile même, à un capitalisme presque classique. D'une part, les entreprises nationalisées étant aux prises avec les mêmes problèmes que les entreprises capitalistes — en particulier celui des salaires — prendront de plus en plus les caractères de celles-ci. D'autre part, les capitaux privés (augmentés par les indemnités) ont toujours le droit de fonder des industries, même dans les secteurs nationalisés.

Bref, si la situation de l'économie tchèque recèle encore de grandes possibilités de progrès, il n'en reste pas moins que le P. C. n'a pas profité des circonstances exceptionnellement favorables où il se trouvait pour s'engager solidement dans la voie du socialisme. L'économie tchèque est très vulnérable et peut retomber comme avant la guerre sous la domination des grands impérialismes avec toutes les conséquences politiques que cela comporte pour elle et aussi pour l'U. R. S. S.

En Yougoslavie, dont l'économie a été encore plus bouleversée que celle des autres pays, ces transformations économiques semblent avoir été plus radicales : les trois quarts de la production seraient nationalisés. Mais c'est un pays pauvre, tributaire de l'étranger avec tous les dangers que cela comporte. Mais rien ne nous permet de croire que des mesures de collectivisation et de planification aient été systématiquement entreprises. L'U. R. S. S. apportera-t-elle une aide suffisante ? Rien n'est moins certain. Un correspondant anglais écrit : « Quelques observateurs russes ne ménagent pas leurs critiques de l'organisation économique du nouvel Etat yougoslave, disant que les Yougoslaves sont en train de faire les mêmes erreurs que les Russes, il y a vingt-cinq ans. La Russie est un grand pays avec d'énormes ressources naturelles. La Yougoslavie est petite et ne peut pas se permettre de laisser des milliers d'hommes mourir de faim avant d'arrêter l'expérience... Quand le moment arrivera pour Belgrade d'introduire la nouvelle politique économique, ce pourra être trop tard ». Une aide soviétique sans réserve pourrait éviter ce drame à la Yougoslavie mais tout porte à croire que le développement de la Yougoslavie n'est pas et ne sera pas l'œuvre du gouvernement soviétique mais bien celle du peuple yougoslave guidé par des dirigeants dont les idées sociales sont très influencées par celles des bureaucrates stalinien et l'exemple russe.

III. - CONCLUSIONS

Nous constatons :

a) que la bureaucratie soviétique et les partis communistes ont une part prépondérante dans la destruction des restes de l'économie féodale. Nous avons signalé que cette tâche fut exécutée en certains points par les impérialismes anglo-saxons, mais il est probable qu'ils n'auraient pas su l'exécuter en Europe orientale, pas plus qu'ils n'ont su l'imposer en Espagne — de crainte que cela n'entraîne des mouvements de masse — Le gouvernement soviétique, grâce à son meilleur contrôle des masses a pu faire exécuter la réforme agraire d'une manière bureaucratique sans entraîner à des mesures plus révolutionnaire. Il eut également une action plus énergique que les impérialismes (ce n'est évidemment pas beaucoup dire) sur divers points, en particulier sur l'épuration.

b) la bureaucratie soviétique n'a pas su profiter de cette grande influence et de l'affaiblissement considérable du capitalisme à la fin de la guerre pour lui porter des coups décisifs et poser des jalons solides sur la voie d'une économie européenne planifiée. La porte est grande ouverte pour le soutien du capitalisme américain aux bourgeois capitalistes d'Europe orientale. Déjà, il s'est avéré à propos des élections en Roumanie et du contrôle de l'énergie atomique, qu'il entendait bien avoir un droit de regard — donc d'influence — dans le glacis soviétique. L'O. N. U. est pour lui un bon instrument de pénétration diplomatique.

c) Si nos renseignements sont exacts, la Yougoslavie a été le cadre, au cours de la guerre contre l'occupant, d'une sorte de révolution populaire dont il reste un édifice bureaucratique encore appuyé sur les masses. Mais d'après ce que nous avons vu, ce qui a été fait de progressif, a été fait par le peuple yougoslave poussé par les conditions économiques et politiques favorables et si la bureaucratie a donné une armature à ce mouvement, elle l'a maintenu dans des cadres strictement nationaux et n'a pas su le mettre sur le chemin du socialisme.

Les autres pays d'Europe centrale ont été le cadre d'essais de révolutions bureaucratiques à la manière néo-réformiste stalinienne. Nous constatons que ces mouvements bureaucratiques ont réalisé certaines réformes bourgeoises que la bourgeoisie n'est même plus capable de réaliser mais qu'ils ont été incapables de changer fondamentalement les rapports de propriété.

Rien, absolument rien, ne permet donc d'espérer dans les circonstances moins favorables d'Europe occidentale la réussite du néo-réformisme stalinien.

Revenons alors aux tâches progressives que l'histoire imposerait à la bureaucratie. Celle-ci se montre jusqu'à présent capable de conserver une économie collectivisée à l'intérieur de ses frontières mais à l'extérieur, pour toutes les tâches relatives à la révolution prolétarienne, c'est son incapacité con-

tra-révolutionnaire et la nécessité de soutenir par tous les moyens sa propre économie qui l'emportent sur toute tâche historique en faveur du socialisme ou même sur le souci de sa propre conservation à une échelle plus lointaine.

Quand le rideau de fer se déplacera, ce sera, semble-t-il, vers l'Est, rétrécissant ainsi le glacis stratégique et compromettant la sécurité de l'U. R. S. S. Donc, sans nier complètement que l'histoire ne force la bureaucratie à exécuter certaines tâches progressives, comme le dit Leblanc, nous pensons que ces tâches sont très limitées, et nous sommes, au total, en désaccord avec lui lorsqu'il semble se raccrocher aux forces économiques actuelles comme à une bouée de sauvetage. Il est vrai que Leblanc ne s'appuie pas seulement sur ce que la bureaucratie a fait, mais sur ce qu'elle fera inévitablement pour sa conservation. Il faut alors remarquer que si Staline a été amené à la collectivisation et à l'industrialisation par les circonstances et malgré lui, il a réalisé ces transformations avec une brutalité incroyable, avec des méthodes qu'aujourd'hui il ne peut plus employer dans l'état actuel du rapport des forces internationales, Staline ne peut pas faire en Europe orientale ce qu'il fit en U. R. S. S. en 1928, car la Grande-Bretagne et les U. S. A. seraient en mesure de le lui interdire.

Il importe de voir comment un vieux trotskyste a pu prendre, même passagèrement une telle position. Il nous semble que cela vient de l'importance excessive donnée à certaines considérations :

a) un profond scepticisme provoqué par les échecs du prolétariat, l'absence de révolution victorieuse, après cette guerre, l'écrasement du prolétariat allemand, les énormes capacités acquises tant du côté du capitalisme que de la bureaucratie stalinienne en ce qui concerne la mystification et la désorientation des masses et l'anéantissement physique de leur élite. L'effondrement du niveau révolutionnaire, dit-il, est aujourd'hui sensible physiquement. Il oublie en particulier de constater que la prostitution n'est pas universelle actuellement et surtout que ce danger est très éloigné du prolétariat anglo-saxon. De celui-ci, il dit : « Sa conscience politique est encore profondément entachée d'utopie et la mystification des classes dirigeantes dispose toujours de larges possibilités ». En était-il autrement lorsque furent élaborées la théorie et la politique marxistes ? Cela empêche-t-il de grands mouvements de se former en Amérique ? De grandes défaites en particulier de la classe ouvrière américaine et anglaise sont nécessaires avant que l'on puisse parler d'un effondrement prolétarien total.

b) l'estimation que la troisième guerre mondiale est imminente et la sous-estimation des importants processus politiques qui auront lieu avant qu'elle n'éclate (même si elle éclate relativement vite) processus qui dépasseront en importance les acquisitions stratégiques de l'U. R. S. S. comme

sons du P.C.F. qui porteront les masses vers nous, car nous sommes trop loin d'elles ; les militants en ont déjà beaucoup vu et s'ils restent c'est qu'ils admettent les zig zags stalinien, ceci à part certains dont notre propagande a augmenté le nombre mais qui ne sont pas assez nombreux.

Si nous devons profiter de chaque tournant à droite pour ouvrir les yeux des camarades du P.C.F., nous devons également savoir qu'un tournant à gauche doit être utilisé favorablement. Un intéressant article de « Fourth International » d'avril 1946 sur le tournant gauche du stalinisme dit qu'« il est plus dangereux, car il implique plus de déception ». C'est probablement vrai aux U.S.A., où la manœuvre fera croire le P.C. en influence dont il usera mal, mais ce n'est pas vrai en France où cette influence est acquise. Avant de décourager les masses, un tournant gauche du P.C. les encourage et les rapproche de nous. Si notre propagande est bien faite, si nous sommes assez sûrs de notre fermeté idéologique pour ne pas nous laisser paralyser par la peur de toute initiative, cette période montante sera favorable à une prise de contact avec nous dans un travail commun des revendications, et quand viendra l'inévitable tournant à droite du P.C., une partie pourra continuer à suivre nos mots d'ordre. Ceci n'est qu'un schéma ; l'évolution sera plus complexe dans la réalité. Il n'est guère question d'un ample mouvement à gauche du P.C.F., mais seulement d'une tendance se manifestant par des revendications particulières ou générales, éphémères comme la bataille pour les 25 0/0 engagée à la veille des élections du 2 juin. Il reste en tout cas général que le parti révolutionnaire s'accroît dans les périodes de montée révolutionnaire.

1° Nous ne croyons absolument pas, dans un pays comme la France, à la possibilité pour le P.C.F. de prendre bureaucratiquement le « pouvoir » (c'est-à-dire le gouvernement, l'armée, la police, les prisons) sans l'aide des masses. Sur ce plan, pour supprimer le pouvoir bourgeois, seul pourra être efficace un parti révolutionnaire s'appuyant sur les masses.

2° Gouvernement P.S.-P.C.F. est pour nous un événement transitoire, un gouvernement dans le cadre de l'Etat bourgeois, mais dû à une poussée des masses, donnant naissance à cette poussée si, par extraordinaire, il n'en était pas la conséquence, et destiné à être dépassé par une révolution prolétarienne. Or nous ne cesserons de répéter que, seule, une poussée des masses, seule une montée révolutionnaire permettra la croissance du parti. Vouloir, comme R. Guérin, perpétuer la situation actuelle d'« équilibre relatif, de démocratie bourgeoise, au cours de laquelle nous pourrions gagner un à un les ouvriers, déçus par la politique du P.C.F. » (1),

c'est barrer la route définitivement à la croissance du parti révolutionnaire qui ne se développera que dans la lutte. R. Guérin en arrive à souhaiter l'arrêt de la lutte de classe, puisque l'accroissement des forces du prolétariat ne peut aujourd'hui passer que par un renforcement du P.S. et du P.C.F. en même temps que de notre parti. Sa voie, celle de l'attentisme, ne peut mener qu'à la défaite.

3° Qui empêche, dès aujourd'hui, le P.C.F. de nous assassiner ? Il n'est pas nécessaire pour cela d'être au gouvernement. Nous ne nous faisons aucune illusion. Nous savons que le développement des conditions révolutionnaires et la croissance de notre parti nous mettront, à certains moments, dans le plus grand danger ; le P.C.F. sera à la tête de nos ennemis, mais tous les clans bourgeois seront aussi là pour la répression. Notre seule chance de salut : c'est une poussée victorieuse des masses, mais, justement, notre croissance, à la veille même de la réalisation d'un gouvernement P.S.-P.C.F.-C.G.T., devrait empêcher que celui-ci puisse nous écraser. Dès aujourd'hui, la calomnie stalinienne dégoûte beaucoup de travailleurs, et en période de marche en avant, tout ne serait pas possible au stalinisme. Ajoutons que cela dépend aussi de nous ; si nous sommes sectaires et stupidement antistaliniens, il est bien plus facile de nous supprimer que si nous savons pratiquer une politique de front unique. Notre politique de « légalisation » (qui, au fond, est presque encore *entièrement* à faire) a été déjà une solide garantie.

b) Considérations psychologiques

Quand il s'agit d'orienter les communistes staliniens vers nos positions, nous ne devons pas oublier de nous pénétrer de certaines considérations psychologiques :

1° Le meilleur moyen de convaincre un homme est de lui faire faire sa propre expérience aussi librement que possible.

— Les conclusions s'imposeront bien plus facilement à lui si elles sont le résultat d'un effort personnel ;

— Elle lui seront imposées bien plus facilement par un camarade qui a participé à son expérience que par une personne de l'extérieur même — et surtout si elle lui explique qu'elle a toujours vu juste.

2° Lorsqu'on ne peut pas faire l'expérience et qu'on en est réduit à la seule discussion, celle-ci doit évoquer le plus possible les expériences vécues et dans les domaines qui accrochent le plus (problèmes revendicatifs-syndicaux, politiques, parlementaires même puisque les masses se montrent attachées à cet aspect).

— Les gens écoutent mieux les propositions concrètes que les critiques.

3° Les gens se cabrent lorsqu'on vient de l'extérieur critiquer ceux qui ont leur

confiance, et ils cherchent en eux-mêmes tous les arguments contre cette critique, et cet effort même risque de les éloigner de nous. La critique personnelle des chefs staliniens n'a d'effet que sur de très rares adhérents qui en sont déjà à moitié dégoûtés, et sur les autres elle a un effet nul ou désastreux ; par conséquent, elle doit être menée avec précaution et surtout sans acrimonie.

L'un des buts de la calomnie stalinienne à notre égard est précisément de provoquer notre juste colère et de nous inspirer ainsi des attitudes purement critiques devant lesquelles le militant du P.C.F. se cabre. Un de nos principaux progrès a été de reconnaître que nous ne devons pas tomber dans le panneau, de faire seulement des critiques, négatives des autres partis ouvriers, et que nous devons considérer que notre arme principale de propagande est notre propagande positive de parti.

Cela nous semble une attitude évidente, quelque opinion qu'on ait de l'U.R.S.S., quels que soient les mots d'ordre que l'on préconise. C'est le choix de ces mots d'ordre qui n'est pas évident, comme en témoignent nos discussions. Si l'on nous a bien compris, on ne songera pas à qualifier cette attitude d'opportuniste. Est-elle opportuniste, la remarquable lettre de Trotsky à un ouvrier social-démocrate où il prend le ton le plus fraternel, le plus compréhensif. Nous n'avons envisagé, dans ce paragraphe, que les méthodes d'agitation, et non l'acuité que doit prendre actuellement notre opposition au P.C.F. Cela n'empêche pas, bien entendu, que nous devons résister à la calomnie et au terrorisme staliniens avec la *dernière énergie*. On ne peut, à ce point de vue, que condamner notre passivité passée. Mais une résistance à la calomnie sans faiblesse n'a aucun rapport avec le sectarisme dans l'appréciation journalière de la *politique* du P.C.F.

c) Notre propagande au sujet de l'U.R.S.S.

Il résulte, selon nous, des considérations qui précèdent :

1° Que nous devons *faire toute la lumière sur l'U.R.S.S.*, sa bureaucratie, ses méthodes terroristes ;

2° Que l'agitation trop rapide sur ces questions risquerait d'être comprise complètement de travers, comme de l'anticommunisme, et qu'il s'agit surtout de propagande. C'est ce qui se réalise dans les faits : dans les réunions, par exemple, on ne parle pas de la terreur stalinienne avant de s'être fait connaître ; dans le journal on ne la met pas comme titre principal. Mais si l'actualité s'y prête, il peut arriver qu'on ait à le faire, par exemple à la suite d'une calomnie ou d'un attentat de staliniens.

Ces différentes considérations se retrouvent dans le principal mot d'ordre relatif à l'U.R.S.S. qui reste celui de la *défense inconditionnée*.

(1) B.I. n° 27, page 5, 2° colonne.

CONCLUSION

LE PROBLÈME DE LA DÉFENSE DE L'U. R. S. S.

I. - POSITION DE PRINCIPE

Il s'agit d'abord de prendre une position de principe sur le conflit qui oppose l'U.R.S.S. à l'impérialisme.

Les raisons de cet antagonisme ont été données au chapitre III, paragraphe 1. Cet antagonisme est inévitable, son résultat inévitable est une troisième guerre mondiale, si la révolution n'est pas victorieuse auparavant. Il s'agit de savoir si, dans cette guerre, nous nous désintéresserons du sort particulier de l'U.R.S.S. et si nous appliquerons dans chaque pays belligérant, U.R.S.S. comprise, la tactique du « défaitisme révolutionnaire », ou si, malgré l'existence d'une bureaucratie stalinienne réactionnaire, nous souhaiterons la victoire de l'U.R.S.S. et la défaite de l'impérialisme.

Il est devenu habituel, dans l'Internationale, de faire de longs discours violents et sectaires contre la bureaucratie stalinienne, que l'on termine, avec un trémolo dans la voix... par le « principe fondamental » de la défense inconditionnée de l'U.R.S.S. Le numéro d'avril de la revue Quatrième Internationale est tout à fait dans ce ton. Beaucoup de militants s'imaginent qu'afficher une attitude paradoxale, « immorale », « antisentimentale », est une preuve de bolchevisme. Le bolchevisme recommande, en effet, de ne pas suivre les courants sentimentaux, d'aller, quand il le faut, contre l'opinion publique, mais jamais de faire du scandale.

Dans le conflit U.R.S.S.-impérialisme, toutes les forces de la réaction seront dirigées contre l'U.R.S.S. Nous ne cesserons de le répéter : comme l'a montré l'exemple hitlérien, l'agression, et surtout la victoire contre l'U.R.S.S. s'accompagneront d'une série de phénomènes de barbarie, de régression, d'oppression, d'anéantissement de masses humaines comme l'humanité n'en a pas encore connus. A la suite de l'analyse faite dans les pages qui précèdent, nous pensons que la conservation de l'U.R.S.S. contre les forces déchaînées de l'impérialisme est une nécessité vitale pour la classe ouvrière, essentiellement pour les deux raisons déjà indiquées :

1° L'économie soviétique est sous-

traite à l'impérialisme ; sa chute serait un nouveau marché immense pour le capitalisme et lui permettrait de prolonger une agonie déjà trop longue. Nous défendons l'U.R.S.S. comme nous défendons n'importe quel pays colonial en lutte contre l'impérialisme ;

2° L'économie soviétique, conquête d'octobre, est progressive par rapport à l'économie capitaliste. Son existence, ses progrès, ne peuvent pas nous laisser indifférents. C'est un bastion de premier ordre dans la lutte pour la démolition de l'économie capitaliste. Ce sera, pour le prolétariat russe à nouveau émancipé par une simple révolution politique, un atout essentiel. Ajoutons que la défense de l'U.R.S.S. favorise la lutte des classes dans les pays en guerre contre l'U.R.S.S.

Aussi adoptons-nous une position de principe : nous défendons l'U.R.S.S. contre l'impérialisme pour soustraire à celui-ci le marché russe et conserver l'économie planifiée soviétique.

Les partisans du défaitisme en U.R.S.S. considèrent que le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne prime tout et l'emporte sur les caractères progressifs de l'économie. Ce n'est pas exact. La bureaucratie stalinienne est un obstacle essentiel à la révolution, ce n'est pas le seul obstacle ; la social-démocratie est aussi un obstacle à la révolution et l'impérialisme est le premier obstacle à la révolution.

L'existence du stalinisme, si gênante qu'elle soit, laisse la porte ouverte à la victoire du prolétariat par le discrédit des partis communistes au profit des partis révolutionnaires. La défaite de l'Union soviétique sous les coups de l'impérialisme mettrait le monde dans un état comparable à celui qu'aurait donné la victoire de Hitler ; dans le monde entier, la bourgeoisie pourrait alors anéantir à la fois le stalinisme et tout le mouvement ouvrier ; la classe ouvrière, privée par la réaction de ses organisations traditionnelles, serait démoralisée pour des dizaines d'années, et soyons sûrs qu'on n'épargnerait pas miraculeusement les trotskystes, seuls héritiers de la révolution d'Octobre. Que les camarades y réfléchissent bien et pensent au cas de l'Allemagne ; notre tableau n'est pas trop sombre, du moins

si l'on se base sur les données actuelles.

Ces données peuvent changer, alors nous pourrions aussi changer notre position, qui n'est pas un dogme intangible. La position, défense de l'U.R.S.S., n'est pas éternelle ; elle dépend de l'évolution de l'U.R.S.S. et du reste du monde. A côté de ce tableau de la victoire éventuelle de l'impérialisme, plaçons celui d'une défense victorieuse de l'U.R.S.S. L'expérience de la dernière guerre nous a aussi montré que la défaite de l'impérialisme allemand sous les coups de l'armée rouge a amené dans le monde entier des mouvements populaires extrêmement vastes et qui, s'ils sont momentanément arrêtés par la bureaucratie stalinienne elle-même, ne sont pas encore au bout de leur développement. La bureaucratie, pour sortir victorieuse d'une guerre contre l'impérialisme, devra faire appel, dans une certaine mesure, au prolétariat.

Mais vous voulez défendre, nous dirait-on, un régime de « boue et de sang ». D'abord, notre position de principe ne nous empêchera jamais de dénoncer la bureaucratie stalinienne et son rôle contre-révolutionnaire ; nous défendons l'U.R.S.S. telle qu'elle est mais nous ne prenons aucune responsabilité pour les crimes de la bureaucratie. Quant à l'impérialisme, il est encore bien plus un régime de boue et de sang, il est seul responsable du fascisme et de la guerre, il est seul responsable, en définitive, de la dégénérescence stalinienne de la révolution d'Octobre, et la défense de l'U.R.S.S. est intégrée comme un chaînon dans toute une chaîne, la révolution mondiale seule capable de faire disparaître le régime de boue et de sang, l'impérialisme.

Il est à remarquer que l'antidéfensisme apparaît comme une position drotière aux U.S.A., gauchiste en France. C'est le reflet direct des circonstances extérieures et de la pression de l'opinion publique. Le drotier est toujours plus enclin à marcher avec le courant, même s'il a une origine équivoque, comme l'antisoviétisme aux U.S.A. ; le gauchiste a toujours tendance à s'isoler en allant contre le courant, fût-ce un courant prolétarien, comme le pro-soviétisme en France.

II. - LES CONDITIONS D'APPLICATION

Notre position de principe pour la défense de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme ne signifie pas que cette défense prime tout, en toute occasion. D'abord il ne s'agit que d'une défense contre l'impérialisme ; il est bien évident que partout où l'U.R.S.S. jouera un rôle d'étrangleur de la révolution (souvent aux côtés même de l'impérialisme) nous défendrons la révolution contre l'U.R.S.S. Il y a naturellement des cas difficiles où l'on ne peut trancher a priori par une formule définitive. Cela signifie simplement que la politique révolutionnaire ne s'apprend pas comme un catéchisme. Ainsi, quand nous lutterons pour l'évacuation de tel pays occupé par les troupes soviétiques, nous servirons l'intérêt du prolétariat de ce pays, du développement de la Révolution dans ce pays de la révolution mondiale en définitive, mais cela pourra nuire momentanément à la force militaire de l'U. R. S. S. De même si (comme dans la récente guerre) un pays capitaliste déterminé combat aux côtés de l'U.R.S.S., nous adoptons, dans ce cas, la tactique du défaitisme révolutionnaire, bien qu'elle nuise militairement à l'U.R.S.S. Comme le dit Trotsky : « le renversement de la bureaucratie stalinienne est subordonné à la défense de l'U.R.S.S., mais la défense de l'U.R.S.S. est subordonnée à la révolution mondiale ». Pour schématiser, nous sommes toujours pour la révolution mondiale ; dans certains cas précis, nous marchons avec la bureaucratie stalinienne ; nous sommes toujours contre l'impérialisme.

À l'époque actuelle, l'U.R.S.S. n'est pas en proie aux attaques directes de l'impérialisme ; elle n'est menacée qu'à longue échéance. Sa défense passera souvent au second plan. Mais que l'impérialisme attaque l'U.R.S.S., la défense devient notre premier devoir. Ici, il faut voir les choses clairement. Il existe un défaitisme honteux qui n'ose pas avouer, et qui se formule à peu près ainsi : défense de l'U.R.S.S., mais pour une lutte implacable contre la bureaucratie stalinienne. C'est escamoter la difficulté, se placer en dehors du réel et se condamner à l'inaction. Qu'on ne cesse de dénoncer la bureaucratie, d'accord ; qu'on refuse de blanchir ses crimes, absolument ; qu'on prépare sans discontinuer son renversement pour une étape ultérieure aussi proche que possible, oui ; il se peut, quoique cela ne se soit pas produit au cours de cette guerre, qu'une opposition révolutionnaire se développe en pleine guerre et soit capable, en pleine guerre, de renverser la bureaucratie stalinienne, tant mieux ; mais tant que cela ne s'est pas produit — dans le cas d'une attaque impérialiste directe — nous défendons l'U.R.S.S., telle qu'elle est (non pas dans nos rêves mais dans la réalité), l'U.R.S.S. stalinienne ; nous ne pouvons le faire autrement que par une collaboration militaire et technique

avec la bureaucratie. Le rôle contradictoire de la bureaucratie, vu au chapitre I, fait que, justement, la bureaucratie, avec ses méthodes propres, bureaucratiques, nationalistes, est obligée, pour conserver son existence, de défendre l'économie soviétique contre un agresseur impérialiste. Nous défendons cette économie avec la bureaucratie, jusqu'à ce que nous soyons en mesure de la défendre nous seuls. Notre défense de l'U.R.S.S. est inconditionnée, cela signifie simplement que nous ne mettons pas à cette défense de conditions à réaliser par la bureaucratie, que nous prenons l'U. R. S. S. et la bureaucratie telles qu'elles sont. Vouloir conditionner notre défense serait équivalent à rejeter le défaitisme (pour ceux qui ne vivent pas dans la lune).

Le chapitre « défense de l'U.R.S.S. » a été mis en conclusion de ce texte. Nous avons voulu marquer par là que notre analyse de l'U.R.S.S. laissait inchangée la position traditionnelle de la quatrième Internationale sur la défense inconditionnée de l'U.R.S.S. Mais la défense de l'U.R.S.S., valable en temps de paix comme en temps de guerre, est bien loin d'être actuellement le seul devoir du prolétariat. Il serait grave d'admettre d'emblée que toute l'époque historique ouverte après la deuxième guerre mondiale se soldera uniquement par des défaites prolétariennes, que le fascisme et la réaction triompheront à nouveau, que l'impérialisme mondial pourra déclencher une troisième guerre, dirigée cette fois contre l'Union soviétique, et que la bureaucratie, une fois de plus isolée, aurait encore une fois à défendre son existence sur son propre territoire. Une telle ampleur dans la défaite rejeterait peut-être définitivement toute possibilité révolutionnaire.

III. - NOTRE ATTITUDE VIS-A-VIS DE L'OCCUPATION DE L'EUROPE ORIENTALE PAR L'ARMÉE ROUGE

La forme actuelle de l'occupation militaire est typique du caractère contre-révolutionnaire du stalinisme.

La Quatrième Internationale doit donc se prononcer en principe pour le retrait des troupes soviétiques de l'Europe orientale, et met en avant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Cette position risque d'affaiblir temporairement la défense militaire de l'U. R. S. S., mais, dans les circonstances actuelles, l'occupation par les troupes soviétiques, qui favorise la défense militaire de l'U.R.S.S., va à l'encontre du développement de la révolution en Europe orientale, et ce point de vue l'emporte.

Mais cette position est une position de

principe vers laquelle nous devons tendre, et d'autant plus que le développement de la révolution sera plus rapide. Mais elle n'a pas la valeur d'un mot d'ordre valable en toutes circonstances :

1° Il serait absurde de demander le retrait des troupes soviétiques sans demander en même temps celui de toutes les troupes d'occupation ;

2° Dans les pays impérialistes (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis), le prolétariat n'a aucun moyen de lutter pour l'évacuation de l'Europe orientale par les troupes soviétiques sans servir directement les intérêts de son impérialisme. Aussi ne devons-nous prendre là-dessus qu'une position théorique et lutter avant tout contre les visées anti-soviétiques de notre impérialisme ;

3° La traduction dans la pratique et l'agitation de ces positions de principe dépendra des conditions concrètes. L'Autriche est ruinée et pillée par toutes les troupes d'occupation, il y a à Vienne un prolétariat puissant, groupé dans un parti social-démocrate austromarxiste aussi avancé que le stalinisme ; le rôle du stalinisme en Autriche est entièrement réactionnaire ; nous devons demander immédiatement le retrait de toutes les troupes d'occupation d'Autriche, le droit du peuple autrichien à disposer de lui-même, jusques et y compris s'il désire l'Anschluss avec l'Allemagne.

Au contraire, en Hongrie, le départ immédiat des troupes soviétiques serait le triomphe des partis de la réaction. Le cas de la Pologne est plus caractéristique encore. Les Soviétiques ont évacué la Pologne, mais la terreur pogromiste déchaînée par les organisations fascistes est devenue telle que l'armée rouge a réoccupé, dans une certaine mesure, la Pologne.

Nous n'avons pas à mettre l'accent sur l'évacuation de l'armée rouge ; il pourrait même arriver, si les Soviétiques devaient évacuer la Pologne sous la pression conjuguée du fascisme intérieur et de l'impérialisme mondial, que nous dénoncions cette évacuation comme une capitulation. De même si la guerre mondiale devenait immédiate entre l'U.R.S.S. et les U.S.A., la revendication de l'évacuation de l'armée rouge constituerait une aide directe à l'impérialisme. Il faut donc examiner très concrètement chaque cas particulier, la situation étant toujours en constante évolution. Nous devons toujours poser des revendications transitoires, notamment des revendications démocratiques, qu'il y ait ou non occupation de l'armée rouge. La demande d'évacuation ne doit intervenir que si elle marche avec un courant populaire capable de s'opposer ensuite à l'impérialisme et à la réaction.

La nécessité du retrait n'est donc pas tranchée par une formule universelle. L'Internationale devra suivre de près les événements et éviter des jugements trop rapides. Elle doit prendre une position de principe en faveur du retrait mais étudier très précisément les possibilités d'application dans chaque circonstance.

PROJET DE RESOLUTION SUR L'U.R.S.S.

(Une résolution aussi large que possible devant sortir du Congrès.)

1° L'économie soviétique est une économie planifiée, fonctionnant sur un bas niveau des forces productives. Elle n'est plus une économie capitaliste ; il n'y a pas propriété privée des moyens de production et d'échange. Elle n'est pas une économie socialiste : le niveau de vie des masses est inférieur à celui des grands pays capitalistes et une bureaucratie privilégiée recueille une grande partie du revenu national.

2° L'origine de la bureaucratie est dans la disette, le bas niveau des forces productives et le bas niveau culturel, les contradictions entre prolétariat et paysannerie, l'isolement de l'U.R.S.S. dans le monde capitaliste ;

3° La bureaucratie est un gendarme qui règle à sa manière et à son avantage la répartition des produits du travail mais qui défend l'économie planifiée contre les atteintes de l'intérieur et de l'extérieur ; elle a donc un double caractère :

Progressif, puisqu'elle accomplit tant bien que mal les tâches, qui devraient revenir au prolétariat, de protection de l'économie soviétique ;

Réactionnaire, puisqu'elle opprime politiquement la majorité de la population, supprime les conquêtes idéologiques d'Octobre, s'oppose à toute démocratie au sein de la société soviétique et à la révolution prolétarienne dans les autres pays ;

4° La bureaucratie s'est montrée, au cours de la guerre, plus stable que les B.L. du monde entier ne l'avaient pensé. Il faut reconnaître que l'instauration en Russie d'un régime policier totalitaire, la possession des leviers de commande à la fois économiques et politiques, le bas niveau général de la conscience politique du prolétariat et l'affaiblissement de la bourgeoisie donnent à la bureaucratie une stabilité plus grande qu'à n'importe quel régime bonapartiste classique ;

5° Mais nous continuons à affirmer que, entre le capitalisme et la révolution, entre la bourgeoisie et le prolétariat, la bureaucratie occupe une situation instable et contradictoire, qu'elle n'a pas de stabilité à l'échelle historique. Elle laissera la place soit à un retour réactionnaire au capitalisme, soit à un triomphe révolutionnaire du pro-

létariat. Le capitalisme, pour vaincre, devrait changer profondément la structure économique et réintroduire la propriété privée. Le prolétariat, au contraire, une fois renversé le pouvoir politique de la bureaucratie, pourrait utiliser à son profit les cadres existants de l'économie planifiée ;

6° Le double caractère, contradictoire de la bureaucratie soviétique, se retrouve dans sa politique extérieure. Elle défend, militairement et économiquement, l'économie soviétique, qu'elle soustrait ainsi à l'impérialisme ; d'où l'antagonisme profond entre l'U.R.S.S. et les pays impérialistes. Mais elle défend aussi sa situation privilégiée dans la société soviétique, d'où son hostilité au prolétariat, son rôle contre-révolutionnaire ;

7° Les partis communistes des différents pays, dont les cadres supérieurs sont liés à la bureaucratie soviétique, défendent les intérêts de cette bureaucratie en s'opposant à leur bourgeoisie sans cependant s'appuyer sur l'action des masses ; d'où une politique de manœuvres, de chantages, de pressions politiques sur la bourgeoisie ;

8° Cette bourgeoisie oppose les P.C. à leur bourgeoisie beaucoup plus que ne le fit la politique des partis réformistes traditionnels. Cependant, « la ruse » vis-à-vis de l'histoire ne résout pas les grands problèmes de notre époque, nécessité de remplacer le capitalisme agonisant par le socialisme.

L'influence des P.C. s'use inéluctablement ; si les partis révolutionnaires de la IV^e Internationale ne prennent pas leur place par la conquête des masses, ils seront écrasés un jour par un nouveau fascisme ;

9° Pour des raisons principalement diplomatiques et militaires, l'U.R.S.S. est amenée à conquérir des territoires en Europe orientale et en Asie.

Dans ces pays du glacis, la bureaucratie réalise d'importantes transformations économiques et politiques, en même temps qu'elle supprime toute démocratie et s'oppose au développement de la révolution. A côté de la réforme agraire, des nationalisations, de toute une série de progrès considérables apportés dans la vie de ces pays traditionnellement arriérés et réactionnaires, l'U.R.S.S. a discrédité le socialisme par des pillages, des crimes, et toutes les conséquences néfastes d'une occupation mili-

taire particulièrement rétrograde. Par son oppression totalitaire, elle s'y oppose à tout mouvement prolétarien ;

10° Nous considérons que la défense inconditionnée de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme reste le mot d'ordre de la IV^e Internationale. La conquête du marché russe par l'impérialisme, la disparition de l'économie planifiée soviétique, auraient des conséquences graves pour le prolétariat et dans le conflit qui oppose l'U.R.S.S. à l'impérialisme, nous ne pouvons rester indifférents ;

11° La bureaucratie stalinienne défend l'U.R.S.S. par des méthodes qui, à la longue, ne peuvent pas aboutir en même temps qu'elles s'opposent au développement de la Révolution. Aussi lutterons-nous toujours pour le renversement révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne ;

12° La défense de l'U.R.S.S., attaquée par l'impérialisme est donc pour nous un compromis. Ennemis irréductible de la bureaucratie, nous considérons l'impérialisme comme un danger pire encore. Dans la mesure où nous ne sommes pas encore capable de rétablir en U.R.S.S. le pouvoir des Soviets, nous collaborons militairement et techniquement avec la bureaucratie qui, pour sauvegarder ses privilèges, défend l'U.R.S.S. bureaucratiquement ;

13° Dans chaque situation concrète, nous devons examiner si le renforcement de la bureaucratie devant l'impérialisme ne va pas à l'encontre du développement ultérieur de la révolution. « Notre renversement de la bureaucratie stalinienne, disait Trotsky, est subordonné à la défense de l'U.R.S.S., la défense de l'U.R.S.S. est subordonnée à la révolution mondiale. »

La guerre n'étant pas aujourd'hui immédiatement menaçante, et l'occupation soviétique de l'Europe orientale faisant obstacle à tout développement révolutionnaire dans le glacis, nous nous prononçons en principe pour le retrait des troupes soviétiques de l'Europe orientale et centrale. Mais l'application de ce mot d'ordre ne devra être faite qu'avec prudence, de façon à ne pas faire le jeu des partis réactionnaires des pays occupés.

Il ne devra passer dans l'agitation que si un courant populaire permet de lui donner un sens progressif. Notre position devra être précisée dans chaque cas concret particulier.